

Politique de Sécurité civile



Repenser le concept de sécurité

De la politique de sécurité militaire
à une logique de sécurité civile -
Un scénario jusqu'en 2040

Version abrégée

SOMMAIRE

1	Introduction	5
1.1	L'Europe face à un choix: une politique sécuritaire basée sur le militaire ou sur des solutions civiles ?	5
1.2	Origine - La décision du Synode de l'Église évangélique de Bade	6
1.3	Procédure pour le développement d'un scénario «Revisiter le concept sécurité» Technique de scénario	6
1.4	Quel en est l'objectif concret ?	6
1.5	Quels sont les acteurs du changement ?	8
1.6	Pleins feux sur l'apport de l'Allemagne	8
1.7	Bases factuelles et mentions référentielles	8
1.8	Version complète et diffusion du scénario	8
2	Scénario positif «Sécurité civile durable»	10
2.1	De 2018 à 2040 jalons d'un développement	10
2.2	Les piliers de la politique sécuritaire allemande à partir de 2025	15
	I Relations extérieures équitables	15
	II Développement durable des pays limitrophes à l'UE.	16
	III Participation à l'architecture internationale sécuritaire (UE, OSCE, OTAN, ONU)	18
	IV Démocratie résiliente - d'ici 2040	21
	V La transformation de l'armée fédérale et de l'industrie d'armement	24
3	Une politique sécuritaire civile en chiffres	26
4	Scénario d'une tendance à une «militarisation insidieuse»	27
5	Scénario négatif: «Au bord du gouffre»	30
6	Bibliographie	33

Mentions légales

Edité par: Becker, Ralf; Maaß, Stefan et Schneider-Harpprecht, Christoph

Mandatés par le Grand Consistoire de l'Église évangélique en Allemagne (EKD)

Date de parution: 2019

Titre: Repenser la Sécurité - De la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile

Création: Zentrum für Kommunikation, Ulrike Fuhry, www.ekiba.de

Église évangélique de Bade, Boite Postale 2269, 76010 Karlsruhe

PRÉFACE DE LA PUBLICATION INTERNATIONALE «REPENSER LE CONCEPT DE SÉCURITÉ»

Je suis heureux de pouvoir présenter - un an après sa parution en allemand - les versions anglaise et française du livre «Repenser le concept de sécurité - de la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile». Lorsque nous avons publié le scénario «Repenser le concept de sécurité» en avril 2018, nous étions loin de penser qu'il y aurait eu une telle demande en Allemagne. Déjà en janvier 2019, nous avons dû imprimer une deuxième édition. De plus en plus d'intéressés d'autres pays se sont adressés à nous en demandant une version traduite. Je suis particulièrement heureux que l'Église évangélique de Bade ait donné son accord pour la traduction du livre en anglais et en français. Ceci nous permet d'étendre à un niveau international les discussions sur une alternative à la politique de sécurité actuelle.

Ce n'est nullement une évidence qu'une publication venant d'une Église suscite un tel intérêt tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de cette institution. Ce n'est pas non plus évident que l'Église porte des jugements clairs en termes de politiques. Comment en sommes-nous arrivés là ?

Le point de départ de ce scénario se situe en 2011 lorsque des chrétiennes et des chrétiens d'une paroisse ont adressé une proposition au Synode de l'Église évangélique de Bade. Elles et ils exigeaient une réorientation de l'éthique protestante de la paix suivant les fondements bibliques. Elles et ils ont posé comme problème «la priorisation de l'option non violente» qui ne donne de légitimité à l'option militaire que sous des conditions particulières, comme cela a été présenté dans le mémorandum de l'Église Évangélique en Allemagne intitulé «Vivre de la Paix Divine, veiller à une Paix Juste».

L'Église évangélique de Bade a alors rédigé un document de synthèse qui a été envoyé aux

25 districts paroissiaux pour stimuler des débats. Un processus intense de discussions en a été le résultat. Le synode de l'Église évangélique de Bade a alors décidé de devenir une «Église de Paix juste».

Cette résolution comprend:

«L'engagement en faveur de la paix vit de la prière et des services religieux. La prière pour la paix est partie prenante de beaucoup de services religieux de par le monde. Parallèlement, il y a d'autres occasions annuelles comme la décade pour la paix et la journée internationale pour la paix (21 septembre) qui invitent à continuer les messes et prières pour la paix. S'engager pour la paix et la réconciliation est partie intégrante des témoignages ecclésiastiques. Ces témoignages ne peuvent être seulement délégués dans la responsabilité globale de l'Église, mais exigent un engagement sans relâche à tous les niveaux ecclésiastiques. L'Église est perçue dans le public comme une instance d'éthique et on s'attend à juste titre qu'elle prenne position sur la violence, l'injustice et la persécution.

En réfléchissant sur l'éthique de la paix, nous nous sommes rendus compte que le thème de la 'Paix' a reçu trop peu d'attention de notre part, nous n'avons pas assez lutté pour la paix. Nous nous questionnons trop peu sur les éventuelles conséquences de notre mode de vie et de consommation sur l'aggravation des conflits et des guerres.

Nous ne nous prononçons pas assez clairement lorsque des humains sont menacés de violence et sont attaqués. Nous ne nous engageons pas assez pour un accompagnement pacifique de conflits. Nous voulons dorénavant prendre nos responsabilités pour la paix et la justice et prions les chrétiennes et les chrétiens à tous les niveaux de notre église régionale de mettre en œuvre dans leur sphère

d'influence les idées et recommandations suivantes, ceci suivant leurs moyens.»

Les idées et recommandations ont été alors précisées dans 12 décisions partielles. Le document complet n'a malheureusement pas encore été traduit. Seule la décision en elle-même a été traduite en anglais.

Cette décision est la base de nos activités en faveur de la paix. Dans la décision partielle no. 6 a été formulé l'exercice de développer un scénario de sortie concernant la sécurisation militaire de la paix (voir plus bas). Afin d'y arriver, un groupe de travail a été formé, les résultats de son travail sont exposés dans cette présente publication.

Ce livre démontre qu'il est possible de mettre en œuvre une autre politique de sécurité et en quoi elle consiste. Beaucoup d'allemands protestent depuis des années contre les exportations d'armes, contre les missions de guerre et autres, car ils et elles se rendent compte que les moyens militaires n'apportent ni paix, ni sécurité pérenne. Cependant ces mouvements de protestations n'ont mené jusqu'à présent à aucun changement de la politique de sécurité en Allemagne. Nous pensons qu'il ne suffit pas de protester, mais aussi de s'engager en faveur d'un monde qui a une autre conception de la sécurité et de sa sauvegarde. Cet ouvrage démontre les moyens d'un changement jusqu'en 2040. L'accent est mis sur la politique allemande. Des exemples positifs et des approches développées en Allemagne et dans d'autres pays en sont la base.

L'objectif du scénario est la transformation de la politique allemande et l'inclusion des alliances internationales. Ce livre formule donc des suggestions pour repenser la politique sécuritaire.

Est-ce que ce scénario peut être transféré à la réalité d'autres pays ? Notre espoir est que ce livre puisse agir en tant que vecteur d'idées permettant à chaque pays de développer lui-même ses propres scénarios (positifs, tendances et négatifs). Ces scénarios seront différents suivant la situation et les conditions des pays respectifs. Les Pays-Bas ont déjà débuté leur réflexion. Nous espérons que beaucoup de personnes dans beaucoup de pays se sentent concernées et se mettent avec autant d'élan au travail comme l'a fait le groupe de l'Église évangélique de Bade. Nous sommes persuadés que les échos dans les autres pays seront tout aussi positifs. En Allemagne plus de 30 organisations ont déjà fait part de leur volonté de participer à une campagne pour réclamer une alternative à la politique sécuritaire actuelle.

Nous serions heureux que vous nous fassiez part de vos expériences. Sous peu, vous pourrez trouver sur notre site (www.ekiba.de/friedensszenario) des textes à télécharger en anglais et en français. Si vous désirez entrer en contact avec nous, envoyez s'il vous plait un courriel à Ralf.Becker@ekiba.de ou à Stefan.Maass@ekiba.de

Karlsruhe, Mai 2019

Stefan Maaß

1 INTRODUCTION

1.1 L'Europe face à un choix: une politique sécuritaire basée sur le militaire ou sur des solutions civiles?

- «Les pays membres de l'OTAN se sont entendus, lors d'un sommet à Newport dans le pays des Galles, pour une augmentation de leurs budgets de défense. Une déclaration formelle annonce l'objectif à atteindre en l'espace d'une décennie, à savoir que les budgets devront atteindre au moins 2% du produit national brut.»¹.
- «La Commission européenne propose l'augmentation du IcSp (Instrument pour la stabilité et la paix normalement établi pour le civil) à hauteur de 100 millions jusqu'en 2020 et d'y intégrer une «amélioration» militaire.»²
- «Le Président du Parlement européen Tajani exige le 13 novembre 2017 le doublement du budget de la communauté de 140 à 280 milliards d'euros et le justifie, entre autres, par la lutte contre le terrorisme et la coopération dans le domaine de la défense.»³

Ces trois déclarations surlignent une importante augmentation des dépenses militaires en UE. Quelle en est la raison ? La politique sécuritaire actuelle, basée sur le militaire, a-t-elle abouti à une sécurité durable ? Ou plutôt à de nouvelles insécurités permanentes ? Les interventions militaires de la Bundeswehr (armée fédérale allemande) à l'étranger, réalisées depuis 2000, ont-elles été couronnées de succès ? Qu'en est-il des effets négatifs de la politique sécuritaire basée sur le militaire (nombre de victimes, traumatismes de la population civile et des soldats, entraves à

la construction de sociétés démocratiques, dévastations et catastrophes environnementales) ?

La conviction que la violence peut éliminer «le mal» donc aussi les menaces, semble en outre s'être généralisée. Cette façon de penser est un élément essentiel de la soi-disant logique de sécurisation. Elle mène cependant ni vers la sécurité ni vers la paix.

Une approche différente, qui poursuit une logique de paix, est celle de Hanne-Margret Birkenbach, qui se base sur l'axiome suivant: «créer une paix signifie rendre possible des relations, où la violence est peu probable, parce que la coopération réussit»⁴. Par la suite nous démontrerons de quelles manières cette idée, les problèmes existants et les menaces réelles peuvent être abordés différemment et concrètement, à savoir sans opérations militaires. Nous nous basons sur un processus similaire à la transition de l'énergie atomique vers d'autres formes de production énergétique.

Lorsque nous parlons ici d'un processus de transition de la politique sécuritaire basée sur le militaire vers des méthodes pacifiques - à travers une politique durable initiée par l'Allemagne - jusqu'en 2040, nous entendons par là aussi la conversion de l'institution armée 'Bundeswehr' qui voit dans la violence la solution aux conflits. Les auteurs de ce texte veulent montrer à travers un scénario comment la politique de sécurité allemande peut passer d'une logique militaire à une logique basée sur le civil.

1 Nouvelle sur faz.net du 6.9.2014 vue le 12.1.2018

2 Brot für die Welt (2017) P.1

3 Voir idem P. 2f. Il s'agit de la

'Permanent Structured Cooperation' (PESCO)

4 Voir Birkenbach (2016) P. 4

1.2 Origine - La décision du Synode de l'Église évangélique de Bade⁵

Dans le point 1.6 concernant les décisions du Synode de l'Église évangélique de Bade de devenir une Église de la paix juste, on trouve le passage suivant:

«Comme la loi nationale visant à abandonner la production de l'énergie atomique, il s'agit - probablement en accord avec d'autres pays membres de l'Union Européenne - d'élaborer

un scénario pour la sortie à moyen terme de la logique militaire afin de garantir la paix. »

5 Pour plus de données sur l'éthique de la paix de l'Église évangélique de Bade, voir www.kirche-des-friedens.de

1.3 Procédure pour le développement d'un scénario «Revisiter le concept sécurité» - Technique de scénario

Le groupe de réflexion avait pour tâche de concevoir, jusqu'en automne 2018, un scénario qui démontre les possibilités d'affirmation non violente d'une société orientée vers des principes démocratiques et de respect des droits humains. En outre, il s'agissait de tracer des voies de sortie à moyen terme de la logique militaire de sécurisation de la paix vers une logique non violente de sécurité.

Afin d'atteindre cet objectif, le groupe de réflexion a décidé d'utiliser la 'méthode du scénario'. «Celle-ci est souvent utilisée lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes futurs, d'établir des modèles mondiaux glo-

baux ou de donner des pronostics de développement. »⁶

Lors de l'élaboration du scénario «Revisiter le concept sécurité» le groupe de réflexion s'est décidé de viser l'échéance 2040. Le scénario positif sera présenté de façon plus détaillée, car il répond à la tâche d'élaborer une stratégie de sortie de la logique militariste. Par contre le scénario sur les tendances actuelles et un scénario négatif seront présentés sous forme de jalons.

6 Voir Albers et Broux 1999 P. 57

1.4 Quel en est l'objectif concret ?

«Nous devons sortir de cet état d'indécision et agir. Nous devons trouver de nouvelles façons de faire et des voies afin de nous engager pour la paix ... et pour la justice dans le monde en développement, dans un monde qui commence sur le pas de notre porte. Si nous n'agissons pas tout de suite, on nous jettera dans ces oubliettes du temps sombres et terribles, qui sont destinées à ceux qui gèrent la grandeur sans pitié, le pouvoir sans responsabilité morale et la force sans vi-

sions. Commençons maintenant. » Martin Luther King⁷

Une politique pacifique durable se base sur une éthique de paix, dans laquelle les pensées et les gestes, ne s'adressent pas seulement aux propres intérêts nationaux, mais qui réfléchissent aussi sur l'impact qu'ils pourraient avoir à travers le monde. Le concept sécurité prend alors une dimension

7 Voir King 1981 P. 92

commune à tous. Ceci est valable tant pour les individus dans leur vie privée que pour les acteurs de l'économie, de la politique, du culturel, de l'enseignement et de la science. Dans ce scénario, la société dans son ensemble développe une orientation de sécurité conjointe comme voie et but afin d'affronter la violence et de pouvoir développer une culture de la paix.

Une sécurité pour tous et pour soi-même signifie la nécessité de pratiquer un style de vie et d'économie équitables. En d'autres mots, chaque pays ne peut s'approprier des ressources mondiales que ce qui lui revient proportionnellement par rapport à son taux de population. Ceci mène alors à des échanges économiques basés sur une justice sociale et écologique. Il s'agit d'une mise en œuvre conséquente des objectifs de développement durable d'ici 2030 énoncés par l'ONU. Ce scénario mène à dévier conséquemment les moyens financiers de la politique sécuritaire militariste vers une stratégie pacifique de prévention et de résolution de conflits jusqu'en 2040. L'Allemagne agit alors aux côtés d'autres pays à titre d'acteur civil au sein de l'Union Européenne (UE), de l'OSCE et de l'OTAN et favorise ainsi en Europe et dans le monde une culture consciente d'apprentissage dans la résolution non violente des conflits. Et introduit ainsi, au niveau international, une gestion démilitarisée des conflits réalisée par des policiers de l'ONU, la condamnation de guerres et de militaires ainsi que la promotion d'une culture de conflits sans violences.

Le principe directeur global de ce scénario est le suivant:

L'organisation (réformée) des Nations Unies est l'instance principale qui règle la cohabitation pacifique des peuples et des nations. Elle est une organisation faitière de toutes les organisations continentales (OSCE, OEA, UA, ASEAN etc.) avec des forces de sécurité et de police qui lui sont propres. Dans le

monde entier les conflits sont alors réglés principalement à travers des mécanismes non violents (prévention, alerte précoce, stratégies de réactions précoces), mécanismes qui existent dans toutes les cultures. Ils mènent à l'acceptation mutuelle, à l'équilibre et à des résultats équitables qui transcendent l'escalade de la violence. Au cas où ces mécanismes non violents, suivant les décisions des conseils de sécurité continentaux, ne donnent pas les résultats escomptés, les forces de police ou de maintien de la paix devraient intervenir. Leurs missions sont tenues au respect des droits humains et à la protection des vies humaines et leurs membres ont une formation adéquate qui tient en compte des méthodes pacifiques et non armées de maintien de la paix et d'autres méthodes de résolution pacifique de conflits. Vu que l'ONU et les organisations continentales seront financièrement et structurellement en mesure d'assurer la sécurité des citoyens de toutes les nations, la nécessité d'entretenir une armée nationale n'aurait plus sa raison d'être. La proscription des guerres deviendrait alors une réalité concrète.

Vu l'importance du commerce global de par le monde, les institutions et mécanismes de régulation de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) sont placés au service d'une organisation de l'économie globale qui repose sur des standards sociaux et écologiques équitables. Le principe directeur ainsi décrit est un développement conséquent des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, qui englobent 17 objectifs à atteindre jusqu'en 2030. L'un des objectifs, le nr. 16 «Paix, Justice et institutions efficaces» nomme clairement les coordonnées: «Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous».

1.5 Quels sont les acteurs du changement ?

Le jeu politique étant toujours une interaction entre les forces d'une société, il faudra compter pour la réalisation de ce scénario - comme pour la stratégie de sortie de l'énergie atomique et de la transition énergétique - sur une coalition très large de toutes les forces de la société civile. De même comme pour la campagne-pétition pour l'annulation de la dette des pays du sud globalisé «Développement nécessite annulation des dettes» dans les années 1996-2000, les Églises peuvent jouer un rôle déterminant de pionnier, surtout en ce qu'il s'agit de la mise en œuvre des ODD. Ces objectifs peuvent être repris par le mouvement œcuménique et transportés dans la société civile. La large

discussion sur ces objectifs durables peut se révéler très utile dans l'accélération de leur mise en œuvre.

Partant de l'initiative de l'Église évangélique de Bade, une alliance Église-société civile (en collaboration avec d'autres communautés religieuses) peut dès 2018 déboucher sur toute l'Allemagne. Par la suite des alliances - surtout ecclésiastiques - peuvent s'engager dans toute l'Europe jusqu'en 2040 en faveur d'une politique durable de sécurité basée sur le civil.⁸

⁸ Voir Gouvernement allemand (2017) et Gouvernement allemand (2014)

1.6 Pleins feux sur l'apport de l'Allemagne

Le scénario positif cible l'Allemagne, car les auteurs veulent démontrer de quelle marge de manœuvre politique et de quelles possibilités leur pays et ses habitants disposent dans la démilitarisation de la politique de sécurité

européenne - et ceci en étroite collaboration avec tous ceux qui veulent emprunter cette voie, quelque soit leur origine, leur religion ou leur nationalité.

1.7 Bases factuelles et mentions référentielles

Les cas démontrés dans le scénario positif et les données allant jusqu'à 2017 se basent sur des faits qui proviennent en majeure partie du quatrième rapport du gouvernement allemand sur la mise en œuvre du plan d'action «Prévention civile de crise, résolution de conflits et consolidation de la paix» ou

alors proviennent du principe directeur «éviter les crises, gestion des conflits, promotion de la paix».

Le scénario positif s'entend comme une compilation et un développement des apports de beaucoup d'autres auteurs. La liste se trouve dans la bibliographie.

1.8 Version complète et diffusion du scénario

Les contenus de ce scénario sont complexes et exigent de ce fait une présentation détaillée. Les auteurs l'ont démontré dans la version complète à l'aide d'un grand nombre d'exemples concrets historiques ainsi que d'exemples actuels d'actions de non vio-

lence au niveau local, national et international.

Nous vous prions de considérer cette version abrégée comme une incitation à la lecture de la version complète du scénario. Car dans la dite version, vous trouverez en plus des deux

exemples concrets présentés ici, divers autres exemples qui démontrent comment la politique de sécurité civile fonctionne déjà aujourd'hui.

Les auteurs veulent donner avec le scénario «Repenser la Sécurité - de la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile» une nouvelle direction au discours sur la sécurité et la paix. Votre soutien est nécessaire afin que ce scénario puisse atteindre un plus large public, tant au sein des Églises que dans la société et puisse aussi enrichir les discussions. Nous nous tenons à votre disposition pour présenter ce scénario lors de conférences ou autres événements pertinents.

Vous pouvez obtenir la version complète du scénario ou une version supplémentaire de cette version abrégée à l'adresse suivante:

Ralf Becker

Coordinateur des projets „revisiter le concept sécurité

Courriel: ralf.becker@ekiba.de

Stefan Maaß

Responsable du processus «Devenir une Église Paix juste» au sein de l'Église évangélique de Bade

Courriel: stefan.maass@ekiba.de

Église évangélique de Bade

Boite Postale 2269

76010 Karlsruhe

Vous trouverez des informations supplémentaires sur le processus éthique vers la paix de l'Église évangélique de Bade sur notre site internet www.kirche-des-friedens.de

Des informations actuelles sur le scénario sont disponibles sur le site www.ekiba.de/friedensszenario

2 SCÉNARIO POSITIF «SÉCURITÉ CIVILE DURABLE»

2.1 De 2018 à 2040 jalons d'un développement

2017: La ministre de la Défense Mme von der Leyen fait la promotion pour une politique de sécurité civile

La ministre de la Défense Mme von der Leyen fait la promotion d'un renforcement de piliers civils dans la politique européenne de sécurité et de défense.⁹ Tant la diplomatie que le soutien économique des pays limitrophes à l'Union Européenne devront être dorénavant renforcés.

2018: L'Église évangélique de Bade introduit le scénario dans le débat public

Le Synode de l'Église évangélique luthérienne mandate le conseil directeur de son Église d'introduire jusqu'en 2019 son scénario «Repenser le concept de sécurité - De la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile» dans le débat public allemand et européen, ceci en collaboration avec d'autres organisations ecclésiastiques et de la société civile. Ce scénario est alors présenté au grand public dans plus de 500 congrès, rencontres et autres occasions. Ceci est fait en collaboration avec d'autres Églises protestantes régionales et les organisations suivantes: le Consortium Service civil pour la Paix, l'AGDF (Groupe d'action pour la Paix), l'Association d'actions pour la paix de l'Église évangélique en Allemagne (EKD), Pain pour le Monde, Misereor, Missio, la Plateforme pour la résolution pacifique des conflits, le Réseau des coopératives pour la paix, la Coopération pour la Paix, la Fondation Berghof, Pax Christi, EAK (Organisation pour l'objection de conscience et la paix), le BSV (Confédération pour la défense sociale), La Confédération pour la réconciliation, ainsi

que l'Atelier pour une action non violente et plusieurs autres organisations en faveur de la paix.

Au ministère des Affaires Etrangères allemand, la section pour l'aide humanitaire, la prévention de crises, la stabilisation et le suivi des conflits - créé en 2015 - se voit augmentée en effectif de personnel de 500 à 1.000.

Une campagne publique menée par des organisations de la société civile et des Églises mène à la réduction proportionnelle des films violents et de la publicité violente pour ces films dans les chaînes de télévision étatiques.

2019: l'Église évangélique en Allemagne (EKD) exige la réalisation d'une étude sur une politique de sécurité civile durable en Allemagne

Ce scénario est en outre transporté dans le contexte européen à travers le réseau Church & Peace, la Confédération internationale pour la réconciliation, la Communion des Églises protestantes en Europe GEKE ainsi que le WCC (Conseil œcuménique des Églises) à Genève, et la Commission de la Conférence épiscopale de l'Union Européenne COMECE et sera introduit dans le débat social.

Le président de l'association de l'armée allemande, M. Wüstner, se plaint publiquement que le Parlement allemand ne fournit pas d'objectifs clairs à l'armée pour ses interventions militaires à l'étranger et de ce fait place les soldats régulièrement dans des situations insoutenables.

L'Église évangélique en Allemagne (EKD) critique le fait que les interventions militaires de l'armée allemande à l'étranger s'éloignent de plus en plus des critères éthiques qu'elle a établis en 2007, qui postulent cependant une logique d'intervention avec des moyens mili-

⁹ Déclaration verbale de la ministre de la Défense von der Leyen lors d'une émission télévisée «Anne Will» le 22.1.2017

taires seulement en dernier recours. L'EKD exige une synergie entre cette campagne et le financement d'une vaste étude portant sur les possibilités et les limites d'une politique durable de sécurité civile par le gouvernement allemand.

Le grand public est de plus en plus conscient des profonds traumatismes des soldats provoqués par les interventions militaires à l'étranger.

Le grand public est de plus en plus informé du scénario visant une politique durable de sécurité civile à l'échelle nationale, à l'aide de grandes annonces dans les journaux, de grandes affiches et des journées d'actions financées par les différentes communautés ecclésiastiques et les organisations de la société civile. De nombreuses émissions d'informations parlent du scénario, des représentants du scénario reçoivent des invitations pour des débats télévisés.

En Autriche, en Suède et dans les Pas Bas, les idées du scénario sont accueillies très positivement tant dans la société civile que dans les Églises et au sein des gouvernements.

2020: Création d'une campagne de la société civile pour un politique de sécurité civile

Création d'une campagne nationale en Allemagne pour une politique de sécurité civile avec tout d'abord 30 organisations membres qui, conjointement, poursuivent l'objectif de formuler une proposition de résolution parlementaire d'ici 2025. L'adhésion à la campagne, portée par une association indépendante, n'engage les membres que jusqu'à la date indiquée.

Quinze des 30 organisations membres de cette campagne créent des emplois pour soutenir cette campagne. Un conseil comprenant des représentants de l'Église évangélique de Bade ainsi que d'autres organisations cléricales et de la société civile coordonnent ensemble la planification des lignes directrices de la campagne et des actions concrètes. La première priorité de cette campagne est l'appel adressé au gouvernement allemand, aux instances européennes et internationales de s'engager en vue d'une interdiction des armes atomiques à l'échelle mondiale.

Plusieurs attaques terroristes déstabilisent l'Allemagne, la France et les états du Benelux. Il y a de plus en plus d'émeutes violentes des citoyens exigeant le retrait de l'Espace Schengen. L'Allemagne et les états du Benelux réagissent en augmentant à nouveau l'effectif des forces de police et l'élargissement de programmes sociaux d'intégration.

2021: Résiliation des garanties de l'état pour l'exportation des armes

Le Parlement allemand décide la proscription définitive de toutes les armes atomiques sur le sol allemand. L'Allemagne entreprend, avec un succès grandissant, des actions de plaidoyer au niveau européen et international pour l'interdiction complète et mondiale d'armes atomiques.

L'«action tollé - arrêtez le commerce des armes !» a pour résultat que le Parlement allemand adopte une résolution mettant fin aux garanties étatiques pour l'exportation d'armes. Leurs revendications portant sur l'arrêt de toute exportation d'armes auront été reprises par la campagne nationale pour une politique de sécurité civile. Moyennant des opérations fructueuses et une sensibilisation publique innovante, la campagne compte déjà plus de 1.000 organisations membres. A la veille des élections parlementaires nationales allemandes en 2021, la campagne est parvenue à faire connaître auprès des candidats de tous les partis politiques le scénario «Repenser le concept sécurité», et ceci grâce à des débats publics dans toute l'Allemagne.

2022: Attribution d'une étude sur une politique de sécurité civile durable

Le dialogue établi entre les organisations de la société civile et des Églises engagées dans la campagne avec les parlementaires et membres du gouvernement s'intensifie grâce à des manifestations publiques organisées par des académies d'ecclésiastiques et des fondations proches des milieux politiques. Ceci dans toute l'Allemagne.

Des actions d'envoi de cartes postales aux parlementaires - sur tout le territoire national - ainsi que des centres de publicité informa-

tives dans chaque circonscription électorale promeuvent et soutiennent ce dialogue.

Le EKD et la campagne obtiennent du gouvernement allemand l'octroi d'une vaste étude sur les possibilités et limites d'une politique de sécurité civile.

Des politicien(ne)s des partis conservateurs et des représentants de l'industrie d'armement fondent l' «organisation pour la sécurité militaire», qui - à l'aide de grandes annonces dans les plus grands quotidiens ainsi que des spots télévisés - promeuvent le maintien de la politique de sécurité militarisée en vigueur.

2023: L'encyclique du Pape «fructus justitiae pax»

Lorsque le Pape invite dans son encyclique «fructus justitiae pax» - le fruit de la justice sera la paix (Jesaja 32,17) tous les pays et en particulier les pays industrialisés à restructurer clairement leurs budgets militaires vers une politique de sécurité civile non militarisée, de plus en plus de paroisses et d'Églises s'engagent en Allemagne et en Europe pour une campagne qui compte à la fin de l'année déjà 3.000 organisations membres.

Le gouvernement allemand promulgue, sur ordre de la Cour constitutionnelle fédérale et suivant l'article 4 (1) de la Constitution qui garantit la protection de la clause de conscience pour tout citoyen, une ordonnance selon laquelle aucun contribuable ne peut être obligé de financer armes et militaires. De plus en plus de citoyens usent de ce droit. De ce fait, certains partis politiques commencent à introduire l'idée du démantèlement de l'armée allemande dans leurs programmes électoraux.

L'Église évangélique et l'Église catholique en Allemagne s'engagent dans leurs réseaux européens à faire accepter dans les autres pays de l'UE la démilitarisation prévue dans la politique de sécurité européenne, à l'exemple de la politique allemande de durabilité.

Les sondages d'opinions démontrent que déjà 40% de la population se prononcent pour une transition de l'Allemagne vers une politique de sécurité civile.

2024: L'étude du gouvernement allemand recommande la mise en œuvre du scénario de la campagne

L'étude mandatée par le gouvernement allemand sur les possibilités et les limites d'une politique de sécurité civile en prouve l'efficacité pour l'économie et le politique, tant par rapport qu'aux moyens impliqués et aux objectifs prévus et recommande une mise en œuvre successive du scénario présenté dans la campagne.

La campagne pour une politique de sécurité civile est bien perçue par les médias nationaux et éveille beaucoup de sympathie, ceci grâce aux actions menées pendant des mois devant les casernes par les entre-temps 5.000 organisations sur tout le territoire national soutenues par les diocèses et les Églises régionales. D'après les sondages près de 60% de la population se déclare favorable à une politique de sécurité civile.

2025: Décision parlementaire pour la transition de l'Allemagne vers une politique de sécurité civile

Le scénario pour une politique de sécurité civile en Allemagne est soutenu lors du Kirchentag œcuménique (congrès œcuménique des Églises) à Bonn et domine l'actualité nationale. Des dirigeants politiques de tous les partis s'ouvrent au concept et promettent une mise en œuvre successive après les élections parlementaires. Au cours d'une séance inédite, le Parlement nouvellement élu décide à large majorité la transition de l'Allemagne d'une politique militariste vers une politique de sécurité civile durable se basant sur les cinq piliers suivants:

1. Relations étrangères équitables (Conception de relations étrangères basées sur une justice écologique, sociale et économique).
2. Développement durable des pays limitrophes à l'Union Européenne (Promotion de perspectives économiques et de sécurité étatique à l'est et au sud de l'Union Européenne).

3. Participation à l'architecture sécuritaire internationale (L'Allemagne comme membre de l'UE, de l'OSCE, de l'OTAN et de l'ONU).
4. Des démocraties résilientes.
5. La transformation de l'armée et de l'industrie de l'armement.

La décision du Parlement allemand comprend aussi l'intervention de l'Allemagne pour l'établissement d'une zone économique commune entre l'UE et la Russie/et l'UEEA (Union économique eurasiennne) jusqu'en 2030, qui devra poser la pierre angulaire pour le partenariat en matière de sécurité entre l'UE et la Russie - convention de partenariat également d'ici 2030. La décision parlementaire comprend aussi la promotion de l'enseignement dans les domaines de la 'gestion civile de conflits et de la démocratie résiliente', qui seront assurés par les associations membres ayant fondé la nouvelle fédération de la société civile pour la non-violence.

Le précédent sous-comité parlementaire «Prévention civile de conflits et réseau sécuritaire» devient alors le sous-comité «démocratie résiliente».

2026: Négociations entre l'UE et la Russie pour la création d'une zone économique

Après avoir adopté la résolution parlementaire pour la mise en œuvre du scénario, l'organisation de la campagne pour une sécurité civile - créée en 2020 et prévue pour une durée limitée - se dissout. Lui succédera une organisation nationale de la société civile «Association pour la non-violence» comprenant tout d'abord 2.500 organisations ainsi que 7.500 individus membres. Cette association se développe en coopération avec les Églises et des instances étatiques et accompagne le travail éducatif dans toute l'Allemagne ainsi que les campagnes à durée limitée pour la mise en œuvre du pilier IV «démocratie résiliente». Elle accompagne aussi de façon critique la mise en œuvre de la décision parlementaire en Allemagne.

Parallèlement, des associations de la société civile et des organisations ecclésiastiques de l'UE et de l'UEEA s'organisent sous la tutelle

du Conseil œcuménique des Églises à Genève dans un «Forum Sécurité civile». Ce forum promeut, à travers diverses campagnes dans les Églises et parmi les organisations de la société civile des pays membres de l'UE et de l'UEEA, le concept d'une sécurité civile conjointe, tel que présenté dans le scénario.

Le gouvernement fédéral allemand prend l'initiative de créer dans l'UE et dans les pays méditerranéens et leurs sociétés civiles une organisation nommée «desertec», dont l'objectif est la mise en œuvre d'une vision écologique et sociale des ODD de l'ONU.

Sous la tutelle de l'OSCE et sur l'initiative de l'Allemagne, l'UE et l'UEEA qui comprend la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan, engagent des négociations pour la création d'une zone commune allant de Lisbonne à Vladivostok. Cette zone économique commune devra être la base d'un partenariat sécuritaire, parallèlement convenu, entre l'UE et la Russie.

2027: Le Service international technique de secours (ITHW) reprend les premiers équipements de l'armée allemande

Avec le processus de transformation de l'armée allemande, un service international pour les secours techniques reprend des premiers équipements, qu'ils pourront utiliser à des fins civiles et dans l'humanitaire.

Des usines d'armes développent et produisent le matériel nécessité par les services techniques de secours et commencent ainsi leur transformation dans la production de biens à fins civiles.

L'OTAN critique la résolution parlementaire allemande de 2025 qui prévoit la transition de l'Allemagne vers une politique sécuritaire complètement civile. Le cabinet allemand résiste à la pression des autres pays membres de l'OTAN et se réfère à l'état d'esprit régnant dans la population en ce qui concerne la décision pour une transition. Les Etats Unis d'Amérique suspendent alors provisoirement la collaboration de leurs services secrets avec les autorités allemandes.

2028: Début de négociations prometteuses pour un pacte de sécurité avec la Russie

Suite aux fructueuses négociations pour la création d'une zone économique commune entre l'UE et la Russie/l'UEEA, des négociations pour la construction d'un partenariat sécuritaire avec la Russie débutent sous la tutelle de l'OSCE.

La conférence de Munich sur la sécurité et l'académie fédérale pour la politique sécuritaire s'orientent immédiatement et continuellement dans leurs programmes vers la décision parlementaire de 2025, donc conformément à la politique de sécurité prévue. Le groupe «Modifier la conférence de Munich sur la sécurité» et la campagne nationale sur la politique de sécurité y ont particulièrement contribué.

2029: La gestion non violente de conflits et la démocratie résiliente deviennent désormais des matières obligatoires dans toutes les écoles

Suite à la résolution parlementaire fédérale de 2025, dont les Parlements régionaux ont convenu, les 'Länder' reprennent la gestion non violente de conflits ainsi que la démocratie résiliente comme matières obligatoires dans tous les genres scolaires. L'enseignement sera assuré - d'un commun accord avec les ministères compétents - par les organisations de la société civile faisant partie de la Fédération pour la non violence. Ceci afin de souligner l'importance d'une démocratie résiliente pour une société civile forte.

2030: Traités économiques et sécuritaires avec la Russie/l'UEEA

Le partenariat entre l'UE et la Russie / l'UEEA est fondé sous la tutelle de l'OSCE. Avec la création d'une zone économique de Lisbonne à Vladivostok, l'Europe surmonte sa division économique, qui avait atteint son point culminant avec la crise ukrainienne en 2014. Le partenariat comprend tant la reconnaissance complète des intérêts économiques et sécuritaires de la Russie que celles de tous les pays de l'UE et des partenaires de l'UEEA et sont mis en équilibre.

L'armée allemande met fin à ses séances d'informations dans les écoles.

2032: Ouverture à Stockholm d'un Centre OSCE nommé «Prévention de crises et interventions civiles» et d'un Centre de l'ONU pour la résistance sociale à Bonn

Le partenariat économique et sécuritaire entre l'UE et la Russie/l'UEEA permet une dé-militarisation permanente en Europe et la construction d'une police commune aux pays membres de l'OSCE afin de sauvegarder les intérêts économiques et sécuritaires de tous les pays concernés. 70% des allemands font confiance au partenariat économique et sécuritaire avec la Russie / l'UEEA.

Suite à l'engagement allemand, l'OSCE construit son propre centre de prévention de crises et interventions civiles, qui est ouvert à Stockholm.

Parallèlement la Secrétaire générale de l'ONU inaugure à Bonn un centre pour la résistance sociale qui a pour but l'enseignement d'une démocratie résiliente.

2035: Résolution parlementaire pour une transformation totale de l'armée allemande jusqu'en 2040

Grâce à la coopération intense entre le gouvernement allemand et le Forum Sécurité civile ainsi qu'avec la Fédération pour la non violence, la mise en place des conditions pour la prise d'une décision parlementaire en 2035, visant à la transformation complète de l'armée fédérale comme faisant partie d'un service technique (international) de secours complètement civil, est couronnée de succès. L'OSCE devient la force clé pour la paix et la sécurité en Europe.

2037: L'OTAN accepte que l'Allemagne ne contribue que civilement à la protection de la paix

Lors du sommet de l'OTAN les pays partenaires de l'alliance acceptent que la future contribution de l'Allemagne pour la protection de la paix dans l'alliance, soit uniquement civile.

Les dernières usines d'armement convertissent leur production en équipements tech-

niques pour le Service International Technique de Secours.

2040: Transformation complète de l'armée allemande

Le ministère fédéral allemand pour la Défense devient le ministère pour la Prévention de

crises. L'armée allemande remet ses derniers équipements et bâtiments au Service International Technique de Secours. L'Allemagne a complètement reconverti sa politique de sécurité en politique de sécurité civile durable.

2.2 Les piliers de la politique sécuritaire allemande à partir de 2025

Suite aux décisions innovatrices du Parlement fédéral allemand des années 2025 et 2035, la politique sécuritaire civile durable repose à partir de 2025 sur les piliers suivants:

1. Développement de relations extérieures basées sur des principes écologiques, sociaux et économiques équitables.
2. Promotion de perspectives économiques et de sécurité étatique à l'est et au sud de l'UE
3. Participation à l'architecture sécuritaire internationale: l'Allemagne comme membre de l'UE, de l'OSCE, de l'OTAN et de l'ONU
4. Démocratie résiliente
5. Transformation de l'armée allemande et de l'industrie de l'armement

2.2.1 Relations extérieures équitables

D'ici 2040

L'Allemagne, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas

- pratiquent des relations extérieures équitables avec un bilan équilibré de leur commerce extérieur.
- augmentent continuellement leur pourcentage de commerce équitable certifié
- pratiquent un mode de vie et d'économie qui n'utilise que la part des ressources de la planète correspondant au pourcentage de leur population par rapport à la population mondiale.

- mettent en œuvre conséquemment les objectifs climatiques garantis dans le traité climatique de Paris en 2015.
- investissent mondialement en coopération avec leurs partenaires européens dans la lutte contre la faim, la misère et les maladies. Avec 4 milliards d'euros par an, l'Allemagne est le plus grand contributeur du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM).

Les conséquences de cette politique sont:

- l'UE a supprimé ses subventions d'exportation de produits agricoles
- la discrimination structurelle du «Sud global» établis par un ordre commercial mondial et un ordre financier mondial dominé par l'ouest, est surmontée.
- Il y a, de par le monde, des règles et lois claires et transparentes ainsi que des institutions fortes gérant le secteur des matières premières, qui garantissent une absence de conflits ainsi que le respect de standards écologiques et sociaux le long de la chaîne d'extraction des matières premières.
- L'Allemagne verse chaque année six milliards d'euros dans un fonds pour un développement durable. Le ministère pour la Coopération et le Développement investit en outre chaque année six milliards d'euros dans la protection mondiale du climat.

L'initiative de la coopération internationale pour les matières premières

L'initiative de la coopération internationale pour les matières premières (GeRI) a vu le jour en 2012. Elle soutient l'introduction de règles et lois claires et transparentes ainsi que des institutions fortes gérant le secteur des matières premières.

Suite aux recommandations faites lors du sommet G8 en 2007 à Heiligendamm, l'institut fédéral pour la géologie et les matières premières a développé un système certifiant les conditions le long de la chaîne d'extraction (Certified Trading Chains) des matières premières. Pour la première fois, celui-ci a mis en exergue les défis rencontrés dans l'extraction artisanale et a mis l'accent sur la nécessité d'absence de conflits et sur des standards sociaux et écologiques.

Au terme d'une phase pilote réussie, ayant porté sur cinq mines au Ruanda, le soutien allemand sur les mesures de certification a été étendu à la région des Grands Lacs, ensuite sur tout le continent africain et dans le monde entier.

L'ébauche de contrat de l'UE, publié en 2014, a souligné la grande responsabilité qu'a l'Allemagne dans le domaine 'matières premières et prévention de crise' concernant particulièrement l'importation du zinc, du tantal, du wolfram et de l'or.

2.2.II Développement durable des pays limitrophes à l'UE

D'ici 2040

- Les pays d'Afrique, du Moyen Orient ainsi que les pays d'Europe de l'est forment une ceinture stable de paix aux alentours de l'UE.
- Depuis 2030, le partenariat économique et sécuritaire entre l'UE et le l'UEAA, confédération sous la tutelle de la Russie, règle, dans un contrat commun, les intérêts économiques de tous les concernés à

travers l'aménagement d'une zone économique commune.

- L'Allemagne est le principal partisan de l'architecture de paix et de sécurité africaine (ASPA) et contribue à 60% au budget européen destiné à l'Union africaine.
- L'Allemagne contribue chaque année à hauteur de 12 milliards d'euros au plan de développement de l'UE avec les pays de l'Union africaine et de la Ligue arabe. Les priorités sont le commerce équitable, la bonne gouvernance, les investissements privés et publics durables, le développement économique venant du bas, l'épanouissement de l'entrepreneuriat ainsi que la création de jobs et de places de travail.
- Les pays africains et du Moyen-Orient contribuent à 30% aux besoins en énergie de l'UE à travers des sources énergétiques renouvelables. En contrepartie l'Allemagne investit chaque année cinq milliards d'euros supplémentaires dans l'infrastructure énergétique des pays méditerranéens.

Le plan de développement de l'ONU en Afrique et au Moyen-Orient¹⁰

Le plan de développement de l'ONU est basé sur les trois piliers suivants:

1. Economie, commerce et plein emploi
2. Paix et sécurité;
3. Démocratie et bonne gouvernance

Les règles pour la coopération sont:

- La suspension d'exportations nuisibles vers l'Afrique ; du libre commerce à un commerce équitable ; la promotion de structures économiques et l'élaboration ciblée de valeur ajoutée sur place.
- Le respect de standards internationaux en écologie et dans le social.
- Le dessèchement de paradis fiscaux internationaux. L'arrêt de flux financiers prove-

¹⁰ Voir BMZ (2017): texte dérivé mais aussi enrichi en contenu

nant d'Afrique - ceci aussi à travers la pression exercée sur les marchés financiers et sur les banques.

- Restriction d'exportation d'armes vers l'Afrique - en particulier d'armes de petits calibre.
- Pression sur les gouvernements qui financent les mouvements religieux extrémistes en Afrique et qui déstabilisent ainsi des régions entières.

Le moteur du plan de développement est une nouvelle politique économique dont les priorités sont la diversification de l'économie, la constitution de chaînes de production, la promotion ciblée de l'agriculture ainsi que des petites et moyennes entreprises, la valorisation de l'artisanat et ainsi donc la création d'une nouvelle classe moyenne. De l'UE y contribue à travers un renforcement de l'accès au marché interne européen et la réduction des obstacles commerciaux existants.

Renforcement de l'architecture de paix et de sécurité en Afrique et au Moyen-Orient

Le concept du Ministère allemand de la Coopération, publié en 2013 «Développement pour la paix et la sécurité: engagement pour le développement dans un contexte de conflits, fragilité et violence» met l'accent aussi sur l'importance de mécanismes, institutionnalisés et protégés juridiquement, de participation politique ainsi que la négociation des intérêts comme conditions préalables à un développement inclusif et en paix dans les pays limitrophes à l'UE.

Le partenaire central pour la prévention et l'atténuation des conflits en Afrique sont l'Union africaine (UA) ainsi que d'autres organisations régionales, qui ensemble constituent l'architecture de paix et de sécurité africaine (APSA). L'Allemagne est le principal partisan de l'APSA, surtout en ce qui concerne le financement des missions de paix en cours et contribue à 60% au budget de soutien de l'UE à l'UA.

Soutien des centres régionaux de formation pour la sécurisation civile de la paix en Afrique

L'une des plus importantes mesures est le soutien des centres régionaux de formation pour la sécurisation civile de la paix en Afrique. Le focus est la formation de policiers et policières africains devant participer aux missions de paix de l'ONU et de l'UA.

L'Allemagne finance depuis 2008 des cycles de formations au Centre Kofi Annan (Kofi Annan International Peacekeeping Training Center - KAIPTC) à Accra. De 2012 à nos jours, plus de 100.000 policiers et policières ouest-africains ont été formés.

Le soutien des centres de formation régionaux pour la sécurisation de la paix est accompagné d'une subvention allemande pour l'UNITAR (United Nations Institute for Training and Research), qui soutient les centres régionaux africains dans les formations de missions de paix onusiennes. Elle met en place un réseau africain de centres pour la sécurisation de la paix.

L'intégration des zones économiques de la Russie/de l'UEAA et de l'UE

Sur l'initiative de l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et des Pays-Bas les pays de l'UE et ceux de l'Union économique eurasiennne fondée en 2014 (la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan) débutent des négociations pour la création d'une zone économique de Lisbonne à Vladivostok. Grâce à ce partenariat l'Europe surmonte dès 2030 son clivage économique, qui a atteint son point culminant avec la crise ukrainienne en 2014, car dans ce partenariat tant les intérêts économiques de la Russie que ceux de tous les autres pays de l'UE et de l'UEAA ont été entièrement reconnus et équilibrés.

2.2.III Participation à l'architecture internationale sécuritaire (UE, OSCE, OTAN, ONU)

D'ici 2040

- L'OSCE est l'organisation clé pour le système d'alerte précoce, la prévention de conflits, la gestion de conflits et le suivi post conflits dans tout l'espace européen. Comme sous-organisation de l'ONU, elle traite tous les conflits en Europe avec des moyens uniquement civils et policiers.
- Dans la perspective «**Sécurité Conjointe**», la sécurité en Europe est conçue de manière à intégrer les intérêts sécuritaires de tous les acteurs. La propre sécurité prend en compte aussi la sécurité des voisins et des interlocuteurs.
- L'Allemagne investit chaque année 6 milliards d'euros dans la construction d'une police européenne de l'ONU, mise sous la tutelle de l'OSCE, qui grâce à sa disponibilité constante, est en mesure de réagir aussi vite et de façon aussi conséquente que les précédentes armées.
- L'OTAN accepte la contribution purement civile de ses membres Allemagne et Pays-Bas.
- L'enseignement de la population en démocratie résiliente est le pilier de la politique de sécurité commune de l'UE, l'OSCE et de l'OTAN¹¹.
- L'Allemagne contribue avec un effectif de 5.000 policiers et 50.000 experts aux missions internationales de paix de l'ONU et est le plus grand contribuable du Fonds pour la paix de l'ONU (UN-Peace-Building Fund).
- L'Allemagne met en œuvre une promotion intense en vue de transformer toutes les missions de paix onusiennes en interventions policières et organise annuellement des conférences de police dans ce sens.

- Le conseil de sécurité de l'ONU est composé de représentants de conseils régionaux de sécurité.

Du paradigme «Sécurité nationale» vers un paradigme «sécurité conjointe»¹²

Une sécurité conjointe est une ébauche, qui conçoit la sécurité européenne comme un système de paix européen prenant en compte les intérêts de tous les acteurs. La propre sécurité doit alors toujours tenir compte de la sécurité du voisin et de l'interlocuteur. La sécurité ne peut plus être recherchée contre l'autre mais avec l'autre. La sécurité conjointe repose sur l'acceptation des dépendances économiques et politiques mutuelles et sur la responsabilité commune et partagée pour la paix. Les différences sociétales sont alors prises en compte. Le but principal est de créer des rapports co-existentiels, dans lesquels un consensus de valeurs n'est pas recherché, mais un équilibre des intérêts devient possible.

Tandis que dans le Livre blanc du gouvernement allemand, sur sa politique de sécurité, - écrit sous le paradigme d'une sécurité purement nationale - part du fait que ses propres objectifs sont naturellement légitimes et donc peuvent être réalisés partout dans le monde avec les moyens donnés - options militaires incluses. La même logique n'est pas accordée aux adversaires politiques. Le Livre blanc ne mentionne donc pas le risque pour la paix mondiale et la sécurité internationale qui accompagne cette pensée, au cas où chacun revendiquait le même droit.

Suivant le plan d'actions «Prévention de conflits, gestion de conflits et consolidation de la paix» paru en 2004 et mis à jour en 2017 comme principe directeur «éviter les crises, surmonter les conflits, promouvoir la paix», l'Allemagne prend un rôle de précurseur. De même avec les décisions du Parlement fédéral en faveur d'une politique de sécurité civile durable, décisions prises en 2025 et 2035. Elle consolide ainsi ses apports pour un main-

11 suivant FEST (ed. 2017)

12 voir FEST (ed. 2017) P. 8

tion non-militaire de la paix sous les tutelles de l'ONU, de l'UE et de l'OSCE.

Politique européenne commune en matière de sécurité et de défense (PECSO)

Suivant l'article 42 (1) du traité de l'UE, la politique commune en matière de sécurité et de défense est partie intégrante de la politique extérieure et sécuritaire. «Elle sécurise l'UE en raison d'une capacité opérationnelle basée sur des moyens civils et militaires. L'UE peut s'y référer lors de missions au-dehors de ses frontières afin d'assurer la paix, prévenir des conflits et renforcer la sécurité internationale en conformité avec les principes de la Charte des Nations Unies.»

L'Allemagne, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas participent à partir de 2030 uniquement aux interventions civiles dans le cadre du PECSO. Celles-ci gagnent depuis 2020 de plus en plus d'importance par rapport aux composantes militaires du PECSO, cependant ce n'est qu'à partir de la décision parlementaire fédérale de 2025 et l'augmentation considérable des fonds alloués aux moyens civils du PECSO que les interventions civiles deviennent des piliers fondamentaux de la politique sécuritaire et de défense en UE¹³.

L'OSCE - Pilier de la paix et de la sécurité en Europe

L'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) est l'organisation-clé en ce qui concerne l'alerte précoce, la prévention de crises, la gestion de conflits et le suivi post-conflits dans tout l'espace européen.

L'objectif déclaré de l'Allemagne après la résolution parlementaire de 2025 est de construire l'OSCE, avec le concours de ses 57 pays membres, en une instance unique de sécurité pour l'Europe. Comme sous-organisa-

tion de l'ONU - comme décrit dans le chapitre VIII de la Charte de l'ONU - elle devra dorénavant gérer tous les conflits avec des moyens uniquement civils et policiers. Parallèlement à la construction d'une police internationale de l'OSCE, les armées nationales restantes seront dissoutes. Cette évolution est possible sur la base de partenariats économiques et sécuritaires entre l'UE et l'Union économique eurasiennne (UEEA) sous la direction de la Russie, qui à partir de 2030 règle les intérêts économiques de tous les concernés dans le cadre d'un contrat, configurant une zone économique conjointe.

L'OTAN - L'Allemagne comme acteur uniquement civil

Le mouvement pour la paix est ancré en Allemagne depuis la deuxième guerre mondiale. La révolution pacifique de 1989 qui a amené la chute du mur interallemand a donné l'espoir que les conflits en général pourraient être dorénavant résolus avec des moyens non violents.

Les gouvernements allemands ont depuis lors toujours insisté sur la priorité des moyens civils dans la gestion des conflits.

L'utilisation de violence militaire a toujours été considérée comme le moyen ultime. Jusqu'en 2016, le gouvernement fédéral investissait chaque année 36 milliards d'euros dans la gestion militaire de conflits, soit dix fois plus que dans les moyens civils de gestion de conflits et dans la prévention¹⁴.

Jusqu'en 2024, l'Allemagne augmente même ses dépenses pour la défense militaire à hauteur de 60 milliards d'euros.

Dans la décision parlementaire de 2025, on constate que les investissements dans la gestion militaire des conflits n'apportent ni économiquement ni socialement des avantages par rapport à un maintien de la paix purement civil.

Considérant aussi sa propre histoire, très violente jusqu'en 1945, et aussi comme incitation pour d'autres pays, l'Allemagne se pro-

13 Ces structures font partie du rapport de mise en œuvre du gouvernement fédéral pour le plan d'actions «Prévention civile de conflits, Gestion de conflits et consolidation de la paix» période du rapport: 2010 - 2014, voir Die Bundesregierung 2014

14 Voir Bund für Soziale Verteidigung, janvier 2017, P.1

nonce en 2025 - comme membre de l'OTAN - pour un désarmement conséquent jusqu'en 2040. Elle veut ainsi pouvoir contribuer à la sécurité conjointe dans le cadre des possibilités civiles à construire au sein de l'OSCE.

En outre, le nouveau service mis en place au ministère des Affaires étrangères «Prévention de crises, Stabilisation et suivi des conflits» est renforcé jusqu'en 2024.

Les partenaires de l'OTAN s'opposent fortement à la concentration grandissante de l'Allemagne sur une politique de sécurité civile. Cependant, suite aux succès grandissants de la diplomatie allemande, à l'établissement de partenariats économiques et sécuritaires entre l'UE et l'UEAA et à la participation évidente des forces civiles allemandes dans la prévention de conflits et dans leur désamorçage, les partenaires acceptent de plus en plus la priorisation complète de l'Allemagne sur une politique sécuritaire civile basée sur les forces de police.

A partir de 2040, l'Allemagne contribue à la sécurité conjointe européenne et mondiale uniquement au moyen de forces civiles sous la tutelle de l'OSCE. Cet apport tout d'abord vu avec scepticisme et combattu, est de plus en plus apprécié au sein de l'OTAN. Des forces civiles de la paix et la formation de la population en démocratie résiliente deviennent des piliers solides de l'OSCE et sont désormais l'apport de la politique européenne conjointe en matière de sécurité et de défense dans la pensée et les actions de l'OTAN.

L'ONU - l'architecte mondial de la sécurité

Depuis le 11 septembre 2001, le monde s'est habitué à ce que certains groupes d'états revendiquent le droit de mener des guerres contre d'autres états, des groupes semi-étatiques ou des associations terroristes, et ceci sans le mandat explicite de la Charte de l'ONU - Chapitre VII.

Avec la réduction et ensuite la fin de toute participation à des missions militaires internationales douteuses, le Parlement fédéral exige du gouvernement allemand en 2025 et 2035 de s'engager fermement à un renforcement de

l'ONU - au lieu de l'affaiblir - et de consolider les moyens diplomatiques et humanitaires. Ceci est valable tant pour le renforcement et l'utilisation des moyens de l'ONU déjà existants en matière de prévention et gestion de conflits que pour leur réforme et leur développement. La voie à suivre est donc le développement jusqu'en 2030 du modèle «Just Policing» comme cela a été présenté à l'occasion du dialogue entre Église catholique et Église mennonite aux Etats-Unis et recommandé dans le cadre d'une étude du centre de recherches protestant FEST en 2017. Et cela comme moyen préventif de la communauté internationale face à la paix mondiale menacée.¹⁵

L'Allemagne s'engage ainsi dès 2025 à permettre aux puissances émergentes et au sud globalisé, suivant leur potentiel, de participer plus largement à ces instances et de parvenir donc à une plus grande équité de leurs voix dans l'ordre mondial. De pair, l'Allemagne propulse le développement du code pénal international sous la tutelle de l'ONU.

Forte participation aux missions de paix de l'ONU

Tandis que l'Allemagne participait en 2014 seulement avec 19 policiers et 63 experts civils aux missions internationales de paix de l'ONU¹⁶, elle augmente son effectif jusqu'en 2030 à 1.000 policiers et 2.000 experts civils. En 2017, le gouvernement fédéral s'était engagé - dans le cadre des lignes directrices «Éviter des conflits, gérer les conflits, promouvoir la paix» - à fortement soutenir de façon permanente et qualifiée les missions internationales (Chapitre 3.2.2). D'après la décision parlementaire de 2025, l'Allemagne augmente ses effectifs à 5.000 policiers et 50.000 experts civils.

Une troupe de police onusienne

L'Allemagne promeut fortement l'objectif de transformer toutes les missions de paix de

15 Voir Schabach (2007) et Werkner et autres (2017).

16 Voir Bundesregierung 2014, P. 46

l'ONU comme interventions policières. Le modèle de mission de paix onusienne uniquement policière est de plus en plus soutenu dans le monde entier. L'Allemagne œuvre au niveau international pour imposer une gestion de conflits non militaire - plutôt policière - et pour l'abolition de guerres et d'armées.

Des forces de police, qui s'en tiennent au droit international, placées sous le commandement des conseils de sécurité onusiens régionaux interviennent dans tous les cas de conflits entre états et aussi dans les cas de crimes contre l'humanité et pour la protection des personnes concernées.

Le concept pour le remplacement de missions de paix de l'ONU par des troupes de police a été discuté au sein du conseil œcuménique des Églises depuis le début du siècle.

2.2.IV Démocratie résiliente

D'ici 2040

- Formation continue d'enfants, de jeunes et d'adultes dans le domaine de la gestion constructive de conflits et la compréhension des conflits.
- L'assistance sociale empêche la diffusion de stéréotypes négatifs et la diffamation d'étrangères et d'étrangers.
- Des centres de médiation dans tout le pays préviennent des conflits violents entre sociétés et au sein des sociétés. Les centres sont ouverts à tous les pays membres de l'ONU.
- L'association faïtière fédérale contre la violence ainsi que plusieurs fondations et chaires universitaires promeuvent la professionnalisation et la diffusion d'une culture de conflits non militarisée.
- L'Etat et la société civile sont résilients. Ils s'opposent aux restrictions de liberté internes et externes. Ce résultat est obtenu à travers une planification structurelle de la société et par l'organisation d'une résistance civile.

- Toutes les Églises et associations religieuses proposent des formations continues pour pacificateurs.
- La prévention de crises est le trait distinctif des politiques étrangères et sécuritaires allemande, autrichienne, suédoise et hollandaise.
- Les polices et instances judiciaires sont dotées de moyens financiers suffisants pour prévenir et gérer des attentats terroristes.
- Des études indépendantes vérifient régulièrement le niveau de connaissances et l'efficacité des méthodes de gestion civile de conflits pour assurer la sécurité du pays.

Développement d'une gestion civile de conflits

L'essentiel de la décision du Parlement fédéral de 2025 est la transition conséquente de la politique sécuritaire allemande militaire vers une gestion civile de conflits. La force de l'Allemagne en matière de politique sécuritaire se trouve dans ses possibilités diplomatiques et ses capacités civiles. Avec la décision parlementaire de 2025, la gestion civile de conflits devient une matière obligatoire dans les écoles - ceci en étroite collaboration avec les institutions régionales de l'enseignement concernées. De ce fait, tous les élèves allemands apprennent la communication non violente, la médiation et autres méthodes de perception, d'analyse et de gestion de conflits. De même les formations pour adultes sont bien développées dans ces domaines.

Des études scientifiques préconisent la politique de sécurité civile

Depuis que de plus en plus d'études¹⁷ et d'évaluations démontrent clairement la prépondérance de la gestion civile des conflits par rapport à la solution militaire, la politique ne peut plus ignorer ces faits et arguments allant contre une politique sécuritaire militarisée. L'étude

¹⁷ par ex. Chenoweth/Stephen (2011), Müller et Büttner (1996).

mandatée par le gouvernement fédéral en 2022 portant sur les potentialités et limites d'une politique de sécurité civile démontre en 2024 que les objectifs d'un maintien de la paix avec des moyens civils portent des fruits, tant pour l'économique que pour le politique.

Création de centres de médiation nationaux et internationaux

A partir de 2018 l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas s'engagent pour ces développements se soutenant réciproquement:

- Formation continue d'enfants, de jeunes et d'adultes dans le domaine de la gestion constructive de conflits et la compréhension des conflits.
- L'assistance sociale fait obstacle à la diffusion de stéréotypes négatifs et la diffamation d'étrangères et d'étrangers.
- Formation bien plus étendue de pacificateurs et plus grand recours à leurs compétences.
- Construction d'académies de paix, qui parallèlement à la formation des experts en paix, contribuent à l'évaluation des expériences et à la diffusion de techniques de médiation dans tous les secteurs de la société, y compris les services diplomatiques.
- Mise en place de divers centres de médiation pour la gestion de potentiels conflits intra- et interétatiques. Ces centres servent aussi à des dialogues plus ou moins discrets entre adversaires dans la société allemande, dans les sociétés européennes et au niveau mondial. Ces dialogues sont supervisés par un personnel hautement qualifié et spécialisé par thèmes. Ces centres sont ouverts à tous les membres de l'ONU pour toute atténuation de la violence.

Création de fédérations et de chaires

La création de nombreuses associations faitières comme l'association «Services pour la paix» (AGDF en allemand) en 1968, de l'association fédérale pour la médiation (Bundesverband Mediation) en 1992, de la Plateforme

pour la gestion civile des conflits (Plattform Zivile Konfliktbearbeitung) en 1998 ainsi que de l'association professionnelle pour la communication non violente (Fachverband Gewaltfreie Kommunikation) en 2010 jusqu'à l'association fédérale pour la non violence (Bundesverband Gewaltfreiheit) en 2026 promeuvent la professionnalisation et la diffusion d'une culture civile de conflits, donc basée sur le non militaire. De même, l'augmentation des moyens financiers en faveur de cette culture à travers des fondations nouvellement nées ainsi que diverses chaires universitaires pour la recherche dans les domaines paix et conflits conduisent à une large réflexion et à des connaissances plus approfondies sur la politique de sécurité civile.

Toutes les chaires ayant jusqu'à présent travaillé sur le militaire ainsi que l'académie fédérale pour la politique sécuritaire (Bundesakademie für Sicherheitspolitik BAKS) orientent de plus en plus leurs recherches et enseignements vers le paradigme d'une politique de sécurité conjointe basée sur le civil. De même la conférence sécuritaire de Munich entreprend ce changement de paradigme à travers un dialogue avec le projet «Modifier la conférence sécuritaire de Munich».

L'approche «Politique sécuritaire conjointe»

L'approche sécurité conjointe s'impose de plus en plus parmi les scientifiques. Nos responsabilités dans la genèse des problèmes relatifs à la sécurité prennent de l'importance dans l'analyse et le changement indiqué et ainsi influent sur les options stratégiques développées. Les défis présentés dans le Livre blanc 2016, portant sur la politique sécuritaire et le futur de l'armée allemande, ne peuvent être surmontés qu'avec une politique de sécurité conjointe. Le Ministère des Affaires Etrangères a promu ce changement de réflexion à travers divers processus de révision. Les guerres asymétriques, dans lesquelles l'Allemagne était de plus en plus impliquée, a même exigé un tel changement de point de vue, ou plutôt pour citer le processus de révision du dit ministère en 2014: une progression de la réflexion.

La politique de sécurité civile durable s'adresse à la multitude de risques différents, conflits, crises et défis avec des stratégies et instruments spécifiques: diplomatie, coopération technique, participation active dans les organisations internationales, l'agence fédérale pour le secours technique (THW), l'alerte précoce, la prévention de conflits, la politique culturelle et de l'enseignement, le dialogue interculturel, des centres de médiation ainsi que de l'assistance policière. Il s'agit toujours de parvenir à un équilibre d'intérêts et de chercher des consensus.

Création et développement de services civils de paix

Depuis 1999, le gouvernement fédéral promeut le service civil de paix. Tout d'abord le ministère à la Coopération (BMZ) a joué un rôle de leader en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères (qui devient en 2040 le ministère pour la Démocratie résiliente). Les acteurs civils de ces services se sont organisés dans le consortium des services civils pour la paix afin de garantir l'indépendance des actions promouvant la paix.

Sauvegarder la paix sans armes

La sauvegarde civile de la paix (Peacekeeping civil ZPK) signifie que des civils sans armes, mais préparés de façon professionnelle, sont affectés avant, pendant et après un conflit violent afin de prévenir ou de réduire la violence, d'assurer la sécurité des civils menacés et aussi afin de renforcer ou de développer des structures de paix locales stables. Entre 1990 et 2015, plus de 50 organisations de la société civile ont employé les méthodes de ZPK dans 35 zones de conflits¹⁸, jusqu'en 2030 ces chiffres ont augmenté à hauteur de 80 organisations dans 500 zones de conflits. La gestion de conflits civile permet de combattre les causes d'exode de populations des ces régions.

Grâce à la réduction, dès 2025, des dépenses pour les interventions militaires de paix de 20

à plus de 50 milliards d'euros par an - nous parlons seulement de l'Allemagne - ces fonds sont à disposition des pays à l'est et au sud de l'UE pour la lutte directe des causes d'exode et migration.

Préparation à la résistance civile

Notre ordre sociétal libéral et démocratique est menacé de l'intérieur et de l'extérieur, comme le montre le renforcement de régime autoritaires au sein de l'UE et de l'OTAN. Une pierre angulaire de la politique sécuritaire durable est donc la planification structurelle et la préparation d'une résistance sociale non violente contre les tentatives violentes internes et externes de réduire nos libertés. Même si actuellement la menace directe d'une force extérieure à l'OTAN contre l'Allemagne semble improbable, il nous revient de préparer notre société dans sa résilience démocratique afin d'éviter un tel cas. Ceci tout autant que la politique de sécurité civile ne sera pas établie de par le monde.

Sur la base de la décision parlementaire de 2025, la formation continue de la population allemande dans les principes et méthodes de la résistance sociale est bien établie. Elle sert - dans le cas d'une menace armée ou non - à dissuader toute intervention et comme préparation à la défense pour le retour à la liberté.

Soutien de la résistance sociale dans d'autres pays

Avec la décision de faire **transiter l'Allemagne d'une politique de sécurité militarisée à une politique de sécurité civile durable**, le Parlement fédéral se décide en 2025, comme l'ont fait les Parlements en Autriche, en Suède et aux Pays-Bas, à offrir une formation continue en résistance sociale non violente à des groupes étrangers, car cette méthode s'avère deux fois plus efficace que la rébellion armée.

Cette décision concernant la formation des groupes étrangers a suscité une indignation internationale. Plusieurs pays ont craint la déstabilisation de leurs territoires si leurs populations reçoivent une formation en résis-

18 Voir Bund für soziale Verteidigung e.V. Juillet 2015 P.5

tance sociale et ont demandé si leur souveraineté nationale n'était pas remise en question, car leurs citoyens apprendraient l'opposition à l'état. Certains ont reproché à l'Allemagne de vouloir stabiliser sa propre économie avec de telles actions, en l'occurrence des grèves ; ce qui affaiblirait la force économique des autres pays.

Des chefs d'états pourraient aussi être harcelés par des campagnes et être appelés à quitter leurs postes s'ils ne sont pas d'accord avec la politique de l'Allemagne. Certains pays européens ont exprimé leur grand scepticisme, car cela permettrait à d'autres pays étrangers de venir former leurs citoyens sur leurs territoires. De plus, on craint fortement que les forces antidémocrates n'utilisent ces formations à leurs propres fins. Le gouvernement fédéral s'étonne que malgré les nombreuses discussions sur la transformation sociétale au niveau de l'UE et de l'OTAN, de telles objections soient soulevées. Le gouvernement a rappelé que la transformation devait être considérée avec ses cinq piliers et que le projet de relations extérieures équitables en fait partie. En outre, elle a rappelé que des formations de ce genre existent depuis les années 90. Après de nombreux pourparlers, une solution commune a pu être trouvée. Les formations devaient dorénavant être tenues dans un nouveau centre onusien de formation de résistance sociale à Bonn.¹⁹

Résilience contre le terrorisme

Même le combat contre le terrorisme peut être mené sans l'aide militaire. Celui qui voit dans les actes terroristes une action de guerre et qui la combat avec les mêmes méthodes fait le jeu des terroristes. Une politique de sécurité durable reconnaît que les causes de la radicalisation et du terrorisme se trouvent au sein même de nos sociétés. Plusieurs acteurs violents islamistes ont leurs racines dans nos sociétés où ils se sont radicalisés. Les causes

de la radicalisation sont le manque de perspectives, le manque de reconnaissance sociale et une participation politique insuffisante. Pour une sécurité durable il faut combattre la radicalisation et renforcer la cohésion sociale.

2.2.V La transformation de l'armée fédérale et de l'industrie d'armement

D'ici 2040

- Le mythe de l'efficacité de la violence est dépassé.
- L'armée fédérale allemande a remis ses derniers équipements à l'Agence internationale pour le secours technique (ITHW).
- L'Allemagne, l'Autriche, la Suède et les Pays-Bas n'exportent plus d'armes.
- La transformation des industries militaires en production d'infrastructure civile est faite en tenant compte des droits sociaux des travailleurs.
- La Cour pénale internationale a condamné tant les chefs de l'EI que les chefs d'états du monde occidental pour leur violence.
- Une Commission globale Vérité et Justice a liquidé le dossier des accusations des états islamiques et africains contre les états occidentaux.
- Les sources de financements des groupes terroristes sont taries.
- Toutes les armes atomiques ont quitté l'Allemagne.

Démystification du mythe de l'efficacité de la violence

La transformation de l'armée fédérale allemande est particulièrement soutenue par des études scientifiques qui démystifient l'efficacité de la violence. Elles démontrent que:

1. La résistance sociale est deux fois plus efficace que les interventions armées.²⁰

19 Voir ici les objections citées de Paulitz (2017) P. 166 et suivante

20 Voir Chenoweth/Stephen (2011) et études consécutives

2. Le potentiel des interventions militaires est survalorisé²¹.
3. Les guerres sont toujours régies par des vœux et rêves de pouvoir²².

Les arguments avancés lors du débat en 2025 au Parlement fédéral allemand

Le Parlement fédéral allemand décide en 2025 et 2035 la transformation du pilier militaire de la politique de sécurité, de l'armée, en une force uniquement civile faisant partie du Service international technique de secours. Plusieurs soldats migrent et intègrent les forces de police ou le service d'analyse de conflits et d'alerte précoce du ministère des Affaires Etrangères. Les services santé de l'armée allemande sont intégrés dans la Croix Rouge, les orchestres de l'armée deviennent des civils et travaillent à la présidence fédérale.

Les arguments suivants ont été soulevés dans le débat. Tous ne sont pas nouveaux.:

1. Le manque de mandats réalisables pour les interventions militaires lourdes à l'étranger.
2. Les interventions militaires lourdes ne peuvent être efficaces que lorsqu'elles violent le droit international.
3. Les interventions militaires de l'armée allemande sont inefficaces face au terrorisme.²³
4. Des changements de régime suscités de l'extérieur par la violence n'aboutissent pas.²⁴
5. La sécurisation de la paix avec des moyens militaires est insensée et non rentable. Une heure de vol d'un avion tornade coûte 75.000 €, un soldat américain en Afghanistan coûte 2 millions \$ par an. Tandis que le travail d'un pacificateur d'une force de non-violence coûte seulement 50.000 € par an. De ce fait, de plus en plus de gens pensent

que la politique de sécurité militaire est disproportionnée.

6. Les moyens militaires ne mènent qu'à l'escalade.²⁵
7. Une plus grande sécurité assurée par la prévention et la gestion civile des conflits.

L'étude mandatée en 2024 par le gouvernement allemand portant sur les possibilités et limites d'une politique de sécurité civile durable fait un calcul clair: l'Allemagne serait considérablement plus sécurisée si au lieu de dépenser 60 millions d'euros par an pour son armée, elle investissait de façon conséquente dans l'assistance aux réfugiés, dans la lutte contre les causes de migration forcée et dans un développement durable dans son pays et à l'étranger ainsi que dans une prévention et une gestion non violente de conflits accompagnée d'une stabilisation de la paix.

La réduction du personnel de l'armée prend en compte les droits sociaux des soldates et soldats. Les anciens soldats sont recyclés dans des interventions nationales et internationales de protection civile de catastrophes naturelles, dans l'assistance aux réfugiés, dans les secteurs internationaux de santé et dans la lutte contre la malnutrition.

Fin de l'exportation d'armes et transformation de l'industrie d'armement

Le Parlement fédéral allemand faisant partie d'une politique de sécurité civile durable et d'une démilitarisation de la politique de sécurité européenne d'une part, décide en 2025 de mettre fin à toute exportation d'armes jusqu'en 2030 et d'autre part à la transformation de toutes les usines d'armement en Allemagne en production de biens civils.

21 Voir Gromes und Dembinski (2013)

22 Voir Kolko, (1999, P. 384 suivante).

23 Voir MISEREOR (2016) P. 5

24 Voir IFSH (2016) P. 7

25 Voir EKD (2013) P. 49

3. UNE POLITIQUE SÉCURITAIRE CIVILE EN CHIFFRES

Aperçu de l'évolution des dépenses pertinentes du budget de l'état allemand.

Données en milliards d'euros par an.

Dépenses	Moyenne Annuelle 2010 - 2013	2024	2030	2040
ONU - Plan de développement de l'ONU pour l'Afrique et le Moyen Orient	0	1	4,5	12
ONU - Programme Alimentaire Mondial (PAM)	0,1	0,5	2	4
ONU - Sécurisation de la paix	0,4	1	2	4
ONU - Fonds pour un développement durable	1	2	4	6
ONU - Peacebuilding Fund (PBF)	0,05	0,1	0,5	1
OSCE	0,02	0,1	3	6
OTAN - Prévention civile de crises et interventions	0	0	1	1
UE - Desertec 2.0 Afrique du nord et Moyen Orient	0	0	2	5
UE - Prévention civile de crises et interventions	0,1	0,2	1	4
Ministère des Affaires Etrangères - Service de prévention de crises	0,1	0,5	2	4
Ministère pour une Démocratie résiliente				2
Service civil pour la Paix (ZFD)	0,04	0,2	1	2
Ministère de la Coopération (BMZ) - Prévention de conflits, fragilité et violence	0,1	0,2	1,1	1
Ministère de la Coopération (BMZ) - Promotion de la bonne gouvernance et de la justice	0,05	0,2	0,5	1
Ministère de la Coopération (BMZ) - Protection de l'environnement	2	3	4	6
Ministère de l'Enseignement - Culture de résolution civile de conflits et démocratie résiliente	0	0	0,5	2
Association Civile de non-violence	0	0	0,2	2
Agence Internationale pour le Secours Technique (ITHW)	0,1	0,2	0,5	5
Armée allemande (à partir de 2040 seulement pour les pensions)	33	60	40	6
Somme	37,06	69,2	69,8	74

4 SCÉNARIO D'UNE TENDANCE À UNE «MILITARISATION INSIDIEUSE»

2018: les guerres en Syrie et en Irak continuent avec la même intensité

Le synode de l'Église évangélique de Bade recommande en automne une plus large diffusion du scénario «Repenser le concept sécurité - De la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile».

Les guerres en Syrie et en Irak continuent avec la même intensité. Le nombre de réfugiés provoqué par des guerres civiles et par la pauvreté venant d'Afrique et d'Asie s'accroît.

La convention portant sur les réfugiés entre la Turquie et l'UE reste en vigueur grâce aux fortes sommes versées chaque année par cette dernière à la Turquie.

2019: Le conflit militaire dans l'Ukraine de l'est persiste

Le conflit militaire dans l'est de l'Ukraine persiste. Le gouvernement fédéral allemand insiste pour une augmentation du nombre d'observateurs de l'OSCE, car «grâce à leur présence ils peuvent réduire les tensions et contribuer à la construction de la paix, la stabilité et la sécurité» (Lignes directrices, P. 42). L'Allemagne détache plus de personnel à cet effet.

Suite au bannissement de l'organisation terroriste «État Islamique» (EI) de la Syrie et de l'Irak et la forte pression de la coalition anti-EI, l'organisation EI ainsi que les organisations y affiliées en Afrique du nord, au Moyen-Orient et au Proche-Orient agissent de plus en plus à travers des cellules décentralisées locales ou régionales ou alors à travers des individus.

2020: Augmentation du budget de l'armée allemande à 42 milliards d'euros

Le synode de l'Église évangélique en Allemagne (EKD) ainsi que la Conférence épisco-

pale, catholique avalisent une responsabilité de plus en plus importante de l'Allemagne, aussi dans le militaire.

Tant l'Église protestante que catholique allemande continue à exiger des efforts plus accrus dans la gestion civile de conflits, mais la révision de l'écrit de l'Église évangélique en Allemagne (EKD) de 2007 ne fournit pas d'impulsion politique conséquente dans ce domaine.

Le budget de l'armée allemande est élevé à 42 milliards d'euros.

2021: Augmentation du nombre de manifestations de rues

Le nombre de manifestations de rues augmente. Elles viennent tant de mouvements à tendances racistes-nationalistes que des mouvements prônant la paix et la protection de l'environnement.

Les dépenses militaires de l'Union Européenne augmentent de façon significative.

Tous les groupements des mouvements pour la paix et l'écologie financent une étude sur l'efficacité des interventions militaires.

2022: L'OTAN décide l'augmentation de ses dépenses militaires

La dite étude est publiée et recommande des alternatives pour une sécurisation sociale et civile de la paix. Le gouvernement fédéral répond de façon hésitante à ces propositions et décide l'augmentation d'un budget de défense à hauteur de 50 milliards d'euros par an.

Le nombre d'employés dans le service de prévention de crises, stabilisation et suivi de conflits au ministère des Affaires étrangères est porté au double.

L'OTAN décide une nouvelle augmentation des budgets de défense de ses membres européens afin de renforcer son pilier continental.

2023: La police allemande est équipée de plus en plus comme des militaires

L'encyclique papale «fructus justitiae pax» (Jesaja 32,17) avec l'appel de non-violence et une gestion civile de conflits sont repris dans le discours publique mais a peu d'impact sur la politique.

Le nombre d'attentats terroristes dans tous les pays européens est encore élevé. La violence augmente en Turquie suite aux essais vains de lutter militairement contre le terrorisme. La police allemande est de plus en plus équipée comme les militaires. Malgré l'accord de Paris - Action pour le climat de 2015, entré en vigueur en 2016, on n'a pas obtenu les résultats espérés quant à la réduction du CO₂.

2024: L'Arabie Saoudite poursuit ses attaques militaires contre l'Iran

La lutte continuelle entre l'Arabie Saoudite et l'Iran pour la suprématie au Proche-Orient s'amplifie et débouche sur des conflits de suppléants régionaux.

Les pays industrialisés n'augmentent pas comme requis leurs fonds aux Nations Unies et leurs organisations subsidiaires. De ce fait, elles ne sont plus en mesure de subvenir aux besoins des peuples en famine et aux régions touchées par le changement climatique. L'ONU ne peut plus assister localement l'ensemble des réfugiés.

2025: Le Parlement fédéral décide une modification de la constitution: l'armée peut intervenir dans son propre pays

Le Parlement fédéral décide l'augmentation en 2030 du budget de défense à hauteur de 60 milliards d'euros par an. 250.000 soldats devraient alors servir sous la bannière de l'Allemagne. Le Parlement fédéral décide une modification de la constitution prévoyant que l'armée allemande pourra désormais intervenir sur son propre territoire.

Des 28 états qui en 2017 courent un grand danger suite à la montée du niveau de la mer, 12 ont déjà perdu une partie de leur territoire ou sont complètement inondés. Les populations fuient vers les pays voisins, ce qui les fragilise encore plus. De par le monde, le nombre des états défailants (failed states) augmente.

2026: La fréquence des manifestations des groupes violents augmente

L'Union européenne fait du sur place au niveau économique. Le taux de chômage dans les pays limitrophes à l'Allemagne augmente de 20 %, dans le sud de l'Europe même à 30%. Partout en Europe la scission sociale augmente. La fréquence des manifestations de groupes prêts à user de la violence augmente.

2027: Effondrement des états africains et augmentation du nombre de réfugiés

20.000 soldats allemands interviennent dans 10 pays de la Proche-Orient de l'est, de l'Afrique et du Moyen Orient, faisant partie des interventions militaires de l'ONU ou de l'OTAN. Chaque année on déplore la mort de 10 d'entre eux et 500 blessés chaque année.

Effondrement d'un autre pays africain qui devient un état défailant avec son lot de réfugiés qui cherchent à atteindre l'UE.

2028: Les pays membres de l'OTAN cessent de soutenir la Cour pénale internationale

L'armée allemande emploie des drones dans ses interventions militaires à l'étranger et cause la mort de civils non impliqués. Elle s'en accommode, pour elle ce sont des dégâts collatéraux.

Parallèlement, le gouvernement allemand renforce ses efforts auprès du ministère de la Coopération pour une extension du Service civil pour la paix (ZFD). Le gouvernement fédéral veut augmenter l'effectif d'experts pour la paix à 800.

L'Allemagne continue à insister sur sa participation au nucléaire.

Suite à des plaintes successives contre les criminels de guerre venant des pays membres de

l'OTAN, d'autres pays se retirent de la Cour pénale internationale.

2029: Plus d'un million de réfugiés atteignent l'Europe Centrale

Plus d'un million de réfugiés atteignent chaque année l'Europe Centrale à travers la Méditerranée et les pays Balkans. L'Allemagne croule sous le poids du financement de soi-disant centres d'accueil en Afrique du nord et de l'intégration de réfugiés sur son territoire.

2030: Des tensions sociales en Europe se définissent de plus en plus par la violence

Suite au réchauffement climatique et aux sécheresses répétées en Afrique du nord et aussi suite à la guerre de l'OTAN contre le terrorisme, le nombre de réfugiés atteignant l'Europe s'élève à 1,3 millions par an.

Dans les pays de l'Union européenne ce nombre croissant de réfugiés, le chômage grandissant et les actes terroristes de plus en plus fréquents augmentent les tensions sociales et créent ainsi une atmosphère qui s'exprime par la violence.

2035: Le nombre des actes terroristes est toujours élevé

Des soldates et soldats ainsi que des policières et policiers patrouillent dans tous les bâtiments publics et sur les lieux publics. Le nombre d'attentats terroristes reste élevé.

2040: Suite à la hausse du niveau de la mer 28 pays sont inhabitables

Le niveau de la mer a monté et rend huit autres pays en grandes parties inhabitables.

5. SCÉNARIO NÉGATIF: «AU BORD DU GOUFFRE»

2018: Augmentation du nombre de soldats et soldates en Allemagne à 250.00

Le Parlement fédéral décide de réintroduire le service militaire obligatoire, l'augmentation du budget de défense, l'augmentation du nombre de soldats actif(ve)s de 185.000 en 2016 à 250.000 personnes. Ceci en plus des 90.000 réservistes. En outre le Parlement fédéral décide l'entrée en action de l'armée à l'intérieur du territoire, si besoin est.

L'Italie ferme ses ports et ne laisse entrer aucun réfugié. Vu que l'UE n'arrive pas à s'entendre sur une politique commune pour les réfugiés, ceux-ci et celles-ci sont parqués sur des îles flottantes en Méditerranée.

D'après la décision des membres du Conseil et du Parlement européen 100 millions d'euros de l'instrument de stabilité et paix (IcSp) sont détournés au profit de l'équipement des armées partenaires.

2019: La Turquie résilie l'accord portant sur les réfugiés avec l'Union Européenne

La Turquie résilie l'accord avec l'UE portant sur les réfugiés après que ce pays ait reconduit la peine de mort et que l'UE ait alors interrompu les négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union. La Turquie dissout tous les camps de réfugiés existant sur son territoire et commence à les transporter - par toutes les voies possibles: voie terrestre, voie maritime par la mer Noire, la mer Egée, la Méditerranée - vers l'Europe. Ceux-ci sont abandonnés sur des plages désertes. Surtout au sud de la Chypre, on assiste à l'abandon de 300.000 réfugiés.

Le conflit militaire avec l'est de l'Ukraine couve encore.

2020: Les guerres en Syrie et en Irak reprennent en intensité

Les guerres en Syrie et en Irak reprennent en intensité. La vague de réfugiés provenant de ces pays augmente de façon fulgurante. En Allemagne, les attentats contre les centres d'hébergements des réfugiés augmentent, on assiste même à des meurtres à motifs racistes.

Le budget de l'armée fédérale est augmenté à 69 milliards d'euros.

2021: Fin de la libre circulation des personnes et des biens en Europe

L'accord de Schengen est suspendu. Il n'y a plus de libre circulation de personnes et de biens en Europe.

2022: Six millions de réfugiés arrivent en UE

L'OTAN décide de renforcer son engagement européen et exige une nouvelle augmentation de fonds de ses membres européens.

Depuis 2016, l'UE a accueilli six millions de réfugiés. La grande majorité de ces réfugiés proviennent des régions en crise du Proche-Orient ou d'Afrique et restent bloqués dans les pays méditerranéens.

Le nombre d'attentats terroristes augmente dans tous les pays européens.

2023: La police allemande est de plus en plus équipée comme les militaires

Malgré l'accord de Paris - Action pour le climat de 2015, qui est en vigueur depuis 2016, l'objectif de réduire le CO2 n'est pas atteint. La température mondiale moyenne a déjà augmenté de 2 degrés centigrade par rapport aux températures moyennes préindustrielles. Les conditions météorologiques extrêmes qui

en résultent, comme de longues sécheresses ou des inondations, détruisent les bases de vie des habitants des pays concernés, situés pour la plupart dans la région équatoriale.

La police allemande est de plus en plus équipée comme les militaires.

2024: En Allemagne et dans d'autres pays européens, l'état d'urgence est décrété ; aussi à cause des attentats terroristes

Dans tous les pays de l'Europe de l'ouest et du sud, le nombre de manifestations de rue augmente. Les protestations sont dirigées contre les gouvernements conservateurs de droite (même en Grèce).

En Allemagne comme dans plusieurs autres pays de l'UE, l'état d'urgence est décrété. L'armée fédérale est engagée contre les manifestants pour la plupart pacifiques, ce qui renforce les forces enclines à la violence. Des lois d'état d'urgence sont décrétées avec pour conséquence que les règles parlementaires d'édiction de lois sont pour la plupart transgressées.

La police fédérale et l'armée obtiennent un fort accroissement de leurs effectifs. Pour cela, toute personne au chômage, plus jeune que 50 ans, se trouve dans l'obligation de faire son service militaire.

Les écoles enseignent les méthodes de défense militaire.

L'Allemagne renforce ses exportations d'armes et joue un grand rôle dans l'armement au niveau mondial.

2025: L'armée fédérale utilise régulièrement des drones armés

Les démocraties parlementaires de l'UE deviennent de plus en plus des autocraties. Les nations industrialisées réduisent leurs participations financières aux Nations Unies et à leurs organisations humanitaires de telle façon que celles-ci ne sont plus en mesure de faire face aux famines dans les pays souffrant du changement climatique. Uniquement en

Afrique environ trois millions de personnes meurent de faim d'ici la fin de l'année.

50.000 soldats allemands participent aux interventions extérieures de l'ONU et de l'OTAN. Environ 1.000 soldats meurent chaque année et 5.000 d'entre eux et elles sont blessés.

L'armée fédérale utilise régulièrement dans ses interventions des drones armés et admet la mort de 500 civils innocents par an. Ce ne sont aux yeux de l'armée que des dommages collatéraux.

Des 28 états, qui en 2017 ont été classés comme fortement en danger suite à la montée du niveau de la mer, 18 ont déjà perdu une partie de leur territoire ou sont complètement inondés. Les populations fuient vers les pays voisins, ce qui les fragilise encore plus. De par le monde, le nombre des états défailants (failed states) augmente.

2026: Augmentation significative du nombre de réfugié(s) climatiques

Augmentation significative du nombre de réfugié(s) climatiques. Les gouvernements des pays concernés tentent de transporter les réfugié(s) dans des zones qui ne sont pas encore trop touchées par le changement climatique. En Afrique près de sept millions de personnes meurent de faim.

2027: Création en Allemagne de l'association des milices armées

Seulement quatre millions de réfugié(s) venant d'Afrique atteignent les côtes de l'Union européenne.

Des actions humanitaires de sauvetage des réfugié(s) sur les bateaux sont stoppées sur ordre de l'UE et de l'OTAN. Les réfugié(s) sur les bateaux sont qualifiés sur ordonnance 'd'attaquants non armés', ce qui justifie la destruction des embarcations. Les organisations de droits de l'homme estiment alors le nombre de morts à deux millions.

L'ensemble des réfugié(s), y compris ceux du Proche-Orient, se trouvant sur le sol euro-

péen s'élève d'ici à la fin de l'année à 18 millions.

Création de l'association civile des milices armées allemandes comptant 250 organisations.

2028: Une crise économique mondiale se déclenche, le commerce international s'effondre

Une crise économique mondiale se déclenche, le commerce international s'effondre. En Allemagne le taux de chômage augmente à 20%.

Dans les pays méditerranéens membres de l'UE, le taux de chômage s'élève même à 35%. Les disputes économiques entre les pays de l'UE mènent à l'éclatement de l'UE. L'Allemagne réagit en décidant la construction d'une clôture haute de six mètres aux frontières de son pays. En outre, elle décide d'augmenter l'effectif de la police frontalière à 50.000 personnes lourdement armées.

2029: La Russie et l'OTAN se menacent mutuellement l'utilisation première de leurs armes nucléaires

Le conflit entre l'OTAN et la Russie à la frontière baltique de la Russie prend de l'ampleur. Tant l'OTAN que les russes menacent de mener la première frappe avec leurs armes nucléaires, après que le Parlement fédéral allemand ait expressément donné son accord pour une telle intervention.

Le Pakistan, pendant une manœuvre militaire, envoie par erreur un missile nucléaire

sur un complexe militaire dans le désert indien. Le Pakistan s'excuse immédiatement auprès du gouvernement indien. Le lendemain, le Conseil de sécurité des Nations Unies se réunit, entre en négociations intenses avec les deux parties concernées et arrive finalement à désamorcer la crise et éviter une guerre atomique. Le Pakistan accepte de prendre en charge tous les coûts causés par cet incident.

2030: Un total de 32 millions de réfugiés en UE

Dans les 15 années précédentes, un total de 32 millions de réfugiés sont arrivés sur les territoires de l'UE. Les causes de ces fuites sont les changements climatiques catastrophiques et les guerres continues au Proche-Orient, en Ukraine et en Afrique.

2035: L'OSCE se dissout

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) se dissout suite à des conflits diplomatiques graves.

2040: Augmentation du budget annuel de l'armée allemande à 90 milliards d'euros

Le budget de l'armée allemande est augmenté à 90 milliards d'euros.

Cette année, tous les 28 pays menacés d'inondation en raison de la montée du niveau marin deviennent inhabitables.

6 BIBLIOGRAPHIE

Albers, Olaf und Broux, Arno (1999): Zukunftswerkstatt und Szenariotechnik. Ein Methodenbuch für Schule und Hochschule. Weinheim u. Basel: Beltz-Verlag.

Birckenbach, Hanne-Margret (2016): Von der Sicherheitslogik zur Friedenslogik. In: FFE-Rundbrief (1), S. 3-8. En ligne - dernière vérification le 4.12.2017.

Brot für die Welt, Hintergrund: „Instrument für Stabilität und Frieden“ (IcSP) und „ständige strukturierte Zusammenarbeit“ (PESCO), Fact Sheet, Berlin, November 2017. En ligne: http://konfliktbearbeitung.net/sites/default/files/factsheet_icsp_hintergrund_29_11_2017.pdf, dernière vérification le 09.01.2018.

Bund für Soziale Verteidigung (2017): Abrüstung, Rüstungskontrolle und Zivile Konfliktbearbeitung in der deutschen Bundespolitik: Wie viel wird wofür ausgegeben? Minden.

Bund für Soziale Verteidigung (2015): Nonviolent Peace Force Ziviles Peacekeeping -Fallstudien (Thèses de fond et de discussion, 44).

Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (BMZ) (2017): Afrika und Europa - Neue Partnerschaft für Entwicklung, Frieden und Zukunft. Berlin und Bonn. En ligne: http://www.bmz.de/de/mediathek/publikationen/reihen/infobroschueren_flyer/infobroschueren/Materialie310_Afrika_Marshallplan.pdf, dernière vérification le 14.12.2017

Chenoweth, Erica; Stephan, Maria J. (2011): Why civil resistance works. The strategic logic of nonviolent conflict. New York, NY - sommaire en allemand: <http://www.ekiba.de/html/media/dl.html?i=86547>

Die Bundesregierung (2017): Krisen verhindern, Konflikte bewältigen, Frieden fördern. Leitlinien der Bundesregierung. Berlin. En ligne: http://www.peacelab2016.de/fileadmin/user_upload/170614-leitlinien_Krisenpraevention_Konfliktbewaeltigung_Friedensfoerderung_DL.pdf, dernière vérification le 14.12.2017.

Die Bundesregierung (2014): Vierter Bericht der Bundesregierung über die Umsetzung des Aktionsplans „Zivile Krisenprävention, Konfliktlösung und Friedenskonsolidierung“. Berichtszeitraum: Juni 2010- Mai 2014. Berlin. En ligne: [zivik/2014_Aktionsplan_4_de.pdf](http://www.zivik.de/2014_Aktionsplan_4_de.pdf), dernière vérification le 14.12.2017.

EKD (2013). Stellungnahme „Selig sind die Friedfertigen - Der Einsatz in Afghanistan: Aufgaben evangelischer Friedensethik“ der Kammer für Öffentliche Verantwortung der EKD, ekd texte 116, Dezember 2013.

FAZ.net (2014): NATO-Gipfel: Mehr Geld für Verteidigung. faz.net du 06.09.2014. En ligne: <http://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/nato-staaten-wollen-zwei-prozent-des-bip-fuer-verteidigung-ausgeben-13138418.html>, dernière vérification le 07.02.2018.

FEST (Forschungsstätte der Evangelischen Studiengemeinschaft) (Hrsg.) (2017): Berliner Memorandum „Sicherheit neu denken - Wege des Friedens in Europa“. vom 2. Mai 2017. En ligne: http://www.fest-heidelberg.de/images/publikation/Werkner_et_al_2017_Berliner_Memorandum_Sicherheit_neu_denken_-_Wege_des_Friedens_in_Europa.pdf, dernière vérification le 14.12.2017.

Gromes, Thorsten; Dembinski, Matthias (2013): Bestandsaufnahme der humanitären militärischen Interventionen zwischen 1947 und 2005. Frankfurt am Main: Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung (HSFK-Report, 2013,2), dernière vérification le 14.12.2017.

- Jaberg, Sabine (2015): Das «Weißbuch 2016» Kontinuität oder Kurswechsel?, in Wissenschaft & Frieden 2015-4: Deutsche Verantwortung – Zäsur oder Kontinuität?, P. 15-18.
- IFSH (2016): Kommission «Europäische Sicherheit und Zukunft der Bundeswehr» am IFSH «Weißbücher haben ausgedient! Plädoyer für ein friedens- und sicherheitspolitisches Grundlagendokument der Bundesregierung», Januar 2016.
- King, Martin Luther (1981): Testament der Hoffnung. Letzte Reden, Aufsätze und Predigten, Gütersloh, Gütersloher Verlagshaus.
- Kolko, Gabriel (1999): Das Jahrhundert der Kriege, Frankfurt.
- Misereor (2016). Positionspapier zum Bundeswehreinsatz in Syrien «Wer Frieden will, muss vom Frieden her denken!», 11.01.2016.
- Müller, Barbara und Büttner, Christian (1996): Optimierungschancen von Peacekeeping, Peacemaking und Peacebuilding durch gewaltfreie Interventionen? Institut für Friedensarbeit und Gewaltfreie Konfliktaustragung. Arbeitspapier Nr. 4. Wahlenau 1996.
- Nowzad, Ramin M. (2016): Herr Pinker rechnet mit Frieden. Amnesty Journal 1/2016, P. 34-37.
- Paulitz, Henrik (2017): Anleitung gegen den Krieg. Analysen und friedenspolitische Übungen. 2. Auflage. Seeheim-Jugenheim: Akademie Bergstraße.
- Schlabach, Gerald (Hrsg.) (2007): Just policing, not war. An alternative response to world violence. Collegeville, Minnesota: Wernker, Ines-Jacqueline et al. (2017): Just Policing – eine Alternative zur militärischen Intervention? Heidelberg: FEST.

Remerciements

Nous remercions chaleureusement les expertes et experts, qui par leurs critiques constructives écrites ou verbales, ont contribué à ce rapport.

Prof. em. Dr. Hanne-Margret Birckenbach, Hamburg

Pfr. i.R. Werner Dierlamm, Cofondateur de „Ohne Rüstung Leben“, Schorndorf;

Florian Kling, jeune officier, Mannheim;

Dr. Martina Fischer, Brot für die Welt, Berlin;

Oberkirchenrätin i.R. Antje Heider-Rottwilm, Church and Peace, Berlin;

Dr. Thomas Mohr, Psychologue et Psychothérapeute, München;

Henrik Paulitz, Directeur de l'académie 'Bergstraße für Ressourcen-, Demokratie- und Friedensforschung';

Prof. Dr. Imran Schröter, Institut pour la théologie islamique et la pédagogie religieuse, Ph Karlsruhe;

Cornelius Schubert, étudiant, Karlsruhe;

Otmar Steinbicker, journaliste, Aachen;

Prof. Dr. Christoph Weller, Chaire pour les sciences politiques, recherches sur la paix et la gestion de conflits, Universität Augsburg;

Marc Witzendbächer, direction de l'ACK, Frankfurt

Les membres du groupe de travail “Repenser la politique sécuritaire”

Ralf Becker (Coordinateur agir dans la non violence, Wethen),

Stephan Brües (directeur ‘Bund für Soziale Verteidigung’, Wiesloch),

Aline Jung (Femmes protestantes à Baden, „Frauen unterwegs für das Leben“, Ettenheim),

Christof Grosse (Porte-parole de la commission Pax Christi pour la politique de paix, Pforzheim),

Lucas Gutjahr (Leitungskreis im Jugendwerk Karlsruhe),

Dr. Dirk-M. Harmsen (Leitungskreis Forum Friedensethik in der Evangelischen Landeskirche in Baden, Karlsruhe),

Michael Held (Ökumenisches Netz Deutschland, Bad Hersfeld †),

Christian Keller (Dekan i.R., Villingen),

Stefan Maaß (Arbeitsstelle Frieden im Evangelischen Oberkirchenrat; Leiter der Projektgruppe, Karlsruhe),

Oberkirchenrat Prof. Dr. Christoph Schneider-Harpprecht (Evangelischer Oberkirchenrat, Karlsruhe),

Dr. Theodor Ziegler (Forum Friedensethik, Koord.kreis Friedensethische Neuorientierung, F-68600 Algsheim)

Bien que le scénario «Repenser la politique sécuritaire - De la politique de sécurité militaire à une logique de sécurité civile» ait été élaboré par tout le groupe de réflexion, nous voulons mettre en exergue les auteurs qui ont travaillé sur les documents de base des différents domaines.

Chapitre 1: Introduction (Ralf Becker, Stephan Brües, Stefan Maaß)

Chapitre 2: Scénario positif (Ralf Becker, Stephan Brües, Christoph Grosse)

Chapitre 3: Tendances de scénario (Dr. Dirk-M. Harmsen, Christian Keller, Stephan Brües)

Chapitre 4: Scénario négatif (Dr. Dirk-M. Harmsen, Christian Keller)

Politique de sécurité ci

I

Relations extérieures équitables

- *Économie sociale globalisée de marché*
- *Commerce équitable des matières premières*
- *Mode de vie respectueux du climat*
- *Engagement plus ferme en faveur du programme alimentaire et de la lutte contre les catastrophes*

II

Voisinage de l'Europe

- *Plan Marshall pour les états riverains au sud et à l'est*
- *Desertec 2.0 pour l'Afrique du Nord*
- *Élargissement de l'espace économique européen à la Russie et à l'Union économique eurasienn*

III

Architecture sécuritaire basée sur une logique de paix

- *Mutation des armées nationales vers une police commune aux niveaux de l'OSCE et de l'ONU*
- *Démocratisation de l'ONU*
- *Commissions de vérité internationales*

Chers lectrices, chers lecteurs,

Nous vous invitons chaleureusement à lire la version complète de ce scénario. Il comprend 168 pages !

La version complète vous permet une bien meilleure compréhension de notre scénario ! Nous y démontrons:

A travers de nombreux exemples concrets comment une politique de sécurité civile fonctionne déjà de nos jours:

- Des exemples réussis d'accompagnement protecteur civil dans des conflits armés.
- Des exemples réussis de résistance non violente locale dans des conflits armés.
- 21 des 55 exemples réussis de résistance civile dans des conflits nationaux entre 1907 et 2014.
- Des exemples de sauvetage de presque tous les juifs, vivant dans six pays européens pendant le régime de Hitler, à travers une résistance civile efficace.
- Des exemples d'initiatives de paix entre chrétiens et musulmans.
- Une description de zones de paix locales efficaces pendant des conflits armés.
- Une description complète du concept et des facteurs de réussite de la résistance civile.

vile

IV

Gestion civile des conflits (démocratie résiliente)

- *Pédagogie de la paix*
- *Centres de médiation*
- *Prévention de conflits*
- *Accompagnement protecteur de personnes en danger*
- *Pratiques de résistance civile*

V

Conversion de l'armée et de l'industrie d'armement

- *Remise de matériel adapté au génie civil aux institutions de protection contre les catastrophes (Agence pour le secours technique, Croix Rouge et autres)*
- *Recyclage et qualification de soldats pour la police et la protection contre les catastrophes*
- *Retrait des armes atomiques*

Des ébauches détaillées des campagnes de la société civile et des églises, qui mènent aux décisions parlementaires en Allemagne en 2025 et 2035.

Un modèle de résistance civile contre les organisations terroristes comme l'Etat Islamique (EI)

Une présentation détaillée de la logique de paix développée par Hanne-Margret Birckenbach

Une définition claire de la notion de «démocratie résiliente»

La version complète peut être commandée chez:

Elisabeth Russy
Ev. Kirche Baden
Postfach 2269,
76010 Karlsruhe
Courriel: Elisabeth.Russy@ekiba.de
Tel: + 49 721 9175-470

Prix: 9,95 € par exemplaire

